



## Assemblée des États Parties

Distr. : générale  
9 octobre 2012

FRANÇAIS  
Original : anglais

### Onzième session

La Haye, 14-22 novembre 2012

## Élection du Greffier de la Cour pénale internationale

### Note du Secrétariat

1. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 43 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, le Greffe de la Cour est dirigé par le Greffier, qui est le responsable principal de l'administration de la Cour. Aux termes du paragraphe 3 du même article, le Greffier est une personne d'une haute moralité et d'une grande compétence, ayant une excellente connaissance et une pratique courante d'au moins une des langues de travail de la Cour.

2. La règle 12 du Règlement de procédure et de preuve<sup>1</sup> dispose, en son paragraphe 1 : « Dès qu'elle est élue, la présidence établit une liste de candidats répondant aux critères énoncés au paragraphe 3 de l'article 43 et la communique à l'Assemblée des États Parties en sollicitant ses recommandations ».

3. Dès qu'ils reçoivent les recommandations éventuelles de l'Assemblée des États Parties, les juges, en application du paragraphe 4 de l'article 43 du Statut de Rome, et conformément à la procédure définie aux paragraphes 2 et 3 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, élisent aussitôt que possible le Greffier, à la majorité absolue et au scrutin secret, en tenant compte des recommandations susmentionnées de l'Assemblée des États Parties.

### Première élection

4. Par une lettre en date du 15 avril 2003<sup>2</sup>, le Président de la Cour pénale internationale, agissant en vertu du paragraphe 4 de l'article 43 du Statut de Rome et du paragraphe 1 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, a soumis au Président de l'Assemblée des États parties les noms et curriculum vitae de deux candidats au poste de Greffier.<sup>3</sup>

5. Le 23 avril 2003, l'Assemblée a adopté par consensus la recommandation ICC-ASP/1/Recommandation 1, aux termes de laquelle les juges devaient procéder à l'élection du Greffier sur la base de la liste soumise par la présidence (ICC-ASP/1/11), conformément à la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve.

6. Le 24 juin 2003, donnant suite à la recommandation de l'Assemblée, les juges, réunis en session plénière, ont, conformément à la procédure définie aux paragraphes 2 et 3 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, élu M. Bruno Cathala (France) Greffier de la Cour pénale internationale pour un mandat de cinq ans à compter du

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Première session, New York, 3-10 septembre 2002 (ICC-ASP/1/3 et rectificatif), partie II.A.

<sup>2</sup> ICC-ASP/1/11, annexe I.

<sup>3</sup> Ibid., annexe II.

3 juillet 2003. Le 13 février 2008, M. Cathala a présenté sa démission au Président de la Cour, le juge Philippe Kirsch, celle-ci devant prendre effet le 9 avril 2008.

### **Deuxième élection**

7. Par une lettre en date du 5 octobre 2007, le juge Akua Kuenyehia, premier Vice-président de la Cour pénale internationale, agissant en vertu du paragraphe 4 de l'article 43 du Statut de Rome et du paragraphe 1 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, a soumis au Président de l'Assemblée des États Parties les noms et curriculum vitae de dix candidats au poste de Greffier.<sup>4</sup>

8. Le 14 décembre 2007, l'Assemblée a adopté par consensus la recommandation ICC-ASP/6/Recommandation 1.<sup>5</sup>

9. Le 28 février 2008, donnant suite à la recommandation de l'Assemblée, les juges, réunis en session plénière, ont, conformément à la procédure définie aux paragraphes 2 et 3 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, élu à la majorité absolue Mme Silvana Arbia (Italie) Greffier de la Cour pénale internationale pour un mandat de cinq ans. Le 17 avril 2008, Mme Arbia a pris l'engagement solennel prévu à l'article 45 du Statut de Rome et a pris ses fonctions de Greffier.

### **Troisième élection**

10. Par une lettre en date du 1<sup>er</sup> octobre 2012 (voir annexe I), le Président de la Cour, le juge Sang-Hyun Song, agissant en vertu du paragraphe 4 de l'article 43 du Statut de Rome et du paragraphe 1 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve, a soumis au Président de l'Assemblée des États Parties les noms et curriculum vitae de 11 candidats au poste de Greffier : Mme Alia Aoun (France/Liban) ; Mme Silvana Arbia (Italie) ; M. Giancarlo Roberto Bellelli (Italie) ; M. John Hocking (Australie) ; M. Ralph Martens (Allemagne) ; M. Ngonlardje Kabra Mbaidjol (Tchad) ; M. Lyn Parker (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ; Mme Jocelyn Pierre (France) ; M. Daniel Didier Preira (Sénégal/France) ; M. Claudio Santorum (Argentine/Espagne) ; et M. Herman von Hebel (Pays-Bas) (voir annexe II).

---

<sup>4</sup> Voir note du Secrétariat, « Élection du Greffier de la Cour pénale internationale » (ICC-ASP/6/16), annexe I.

<sup>5</sup> *Documents officiels... Sixième session... 2007* (ICC-ASP/6/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/6/Recommandation 1.

## Annexe I

### Lettre en date du 1<sup>er</sup> octobre 2012 adressée par le Président de la Cour pénale internationale au Président de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale

[Original : anglais]

J'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée des États Parties une liste restreinte de candidats au poste de Greffier de la Cour pénale internationale (« la Cour »), et de vous informer de la procédure qui a conduit à l'établissement de cette liste.

Comme vous le savez, aux termes du paragraphe 3 de l'article 43 du Statut de Rome (« le Statut »), le Greffier est une personne « d'une haute moralité et d'une grande compétence, ayant une excellente connaissance et une pratique courante d'au moins une des langues de travail de la Cour ». Le paragraphe 4 de l'article 43 dispose que les « juges élisent le Greffier à la majorité absolue et au scrutin secret, en tenant compte des recommandations éventuelles de l'Assemblée des États Parties ». En outre, aux termes du paragraphe 1 de la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve (« le Règlement »), la présidence établit une liste de candidats répondant aux critères énoncés au paragraphe 3 de l'article 43 et la communique à l'Assemblée des États Parties en sollicitant ses recommandations.

L'avis de vacance pour le poste de Greffier (avis de vacance 2028 EE-RE) a été publié sur le site Internet de la Cour le 22 juin 2012, la date limite de dépôt des candidatures étant fixée au 27 août 2012.<sup>6</sup> Au total, soixante-sept (67) candidatures ont été reçues. Après avoir examiné l'ensemble des candidatures, la section des Ressources humaines de la Cour a estimé que trente (30) candidats répondaient aux critères minimums stipulés dans l'avis de vacance.

Afin d'établir la liste restreinte, les critères retenus étaient ceux énoncés dans l'avis de vacance ainsi que les conditions, préférences et qualités personnelles qui y étaient stipulées. Au regard de ces critères, les trois membres de la présidence ont évalué séparément les candidats retenus et ont défini ensemble les (onze) 11 candidats qui répondaient le mieux à ces critères et aux conditions énoncées dans le Statut. Les candidats retenus, dont les noms sont énumérés par ordre alphabétique, sont les suivants :<sup>7</sup>

Mme Alia AOUN (France/Liban) ;  
 Mme Silvana ARBIA (Italie) ;  
 M. Giancarlo BELLELLI (Italie) ;  
 M. John HOCKING (Australie) ;  
 M. Ralph MARTENS (Allemagne) ;  
 M. Ngonlardje MBAIDJOL (Tchad) ;  
 M. Lyn PARKER (Royaume-Uni) ;  
 Mme Jocelyn PIERRE (France) ;  
 M. Daniel PREIRA (Sénégal/France) ;  
 M. Claudio SANTORUM (Argentine/Espagne), et  
 M. Herman VON HEBEL (Pays-Bas).

Veillez trouver ci-joint les curriculum vitae des candidats et le résumé de leur expérience professionnelle, ainsi qu'une synthèse statistique sur la représentation des sexes et l'origine géographique. Je pris Votre Excellence de soumettre les noms des candidats à l'Assemblée des États Parties afin qu'elle puisse émettre toute recommandation qu'elle jugerait souhaitable, conformément à l'article 43 du Statut et à la règle 12 du Règlement.

Je vous prie d'accepter, Excellence, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) Le juge Sang-Hyun Song

<sup>6</sup> <http://www.icc-cplint/NR/rdonlyresIAIFBOOE8-ADII-4AFC-8814-1AF68589628010/2028EERERRegistrar.pdf>

<sup>7</sup> En cas de double nationalité, l'État indiqué en premier est celui dans lequel le candidat exerce ses droits civiques et politiques et qui est donc considéré comme pertinent aux fins de la représentation géographique.

## Annexe II

### Liste alphabétique des candidats

#### *Table des matières*

<i>Nom et nationalité</i>	<i>Page</i>
1. Aoun, Alia (France/Liban).....	5
2. Arbia, Silvana (Italie).....	10
3. Bellelli, Giancarlo Roberto (Italie) .....	14
4. Hocking, John (Australie).....	21
5. Martens, Ralph (Allemagne).....	27
6. Mbaidjol, Ngonlardje Kabra (Tchad).....	31
7. Parker, Lyn (Royaume-Uni) .....	36
8. Pierre, Jocelyn (France) .....	40
9. Preira, Daniel Didier (Sénégal/France).....	44
10. Santorum, Claudio (Argentine/Espagne) .....	49
11. Von Hebel, Herman (Pays-Bas).....	53

## Annexe III

### Liste alphabétique des candidats avec curriculum vitae

#### 1. Aoun, Alia (France/Liban)

(Original : anglais)

##### Résumé de l'expérience professionnelle

###### Juriste

Au début de mes études de droit au Liban, pendant la guerre, des règles étaient nécessaires pour mettre un terme au chaos, limiter l'abus et rétablir un certain équilibre dans la vie des personnes.

Depuis lors, mon activité professionnelle a été consacrée à l'application de la règle de droit.

###### Master

Titulaire d'un Master en administration des affaires, j'ai passé deux ans dans le secteur bancaire et financier pour apprendre les bases de la planification budgétaire, du contrôle budgétaire et de la gestion stratégique.

###### Avocat

Après avoir été admise au Barreau de Paris, j'ai commencé à pratiquer intensément tantôt comme conseil de la défense en droit pénal, tantôt comme représentant légal des victimes.

J'ai été responsable de l'administration du programme d'aide judiciaire pendant plus de deux ans, pendant lesquels j'ai géré les équipes de défenseurs publics, formé des avocats et communiqué avec le pouvoir judiciaire, les autorités de la détention et les services de la police. J'ai rédigé la charte des défenseurs publics, qui a été adoptée par le barreau.

Dans un même temps, j'ai enseigné le droit pénal et la procédure pénale à l'École du Barreau.

Exerçant la fonction de conseil juridique de grandes organisations pour la défense des droits de l'homme, j'ai œuvré pour les droits des minorités et dirigé plusieurs cas de non-discrimination.

Tout au long de cette période, j'ai enseigné et publié des articles et livres sur le droit et la procédure pénale et les droits civils.

##### Engagement pour la cause de la justice pénale internationale

En 2006, j'ai fondé le groupe de réflexion intitulé « Avocats et Juristes pour le Liban » dont les objectifs sont de promouvoir la règle de droit au Liban, abolir la peine de mort et faire adopter le Statut de Rome par l'État libanais. En tant que Président de cette association, j'ai organisé et présidé des conférences réunissant des universitaires, des praticiens et des parties prenantes de divers horizons politiques sur des sujets importants pour la société civile. La plupart des débats ont été publiés ([www.ajliban.org](http://www.ajliban.org)).

En 2006, j'ai été admise sur la liste des conseils de la CPI. Depuis lors, j'ai régulièrement participé aux séminaires organisés par le Greffe. J'ai suivi, en tant qu'auditrice libre, le séminaire qui s'est tenu sur la justice pénale internationale au Collège de France.

##### Expérience professionnelle dans une cour internationale

En tant que Chef adjoint du Bureau de la Défense du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), mon objectif était de poser les fondements d'un procès équitable et donc de contribuer à renforcer la légitimité de l'institution. J'ai principalement contribué à mettre en

œuvre la stratégie du Tribunal international en donnant des avis au Chef du Bureau, en participant aux réunions des cadres supérieurs, en contribuant au rapport annuel du président et en lançant des activités de sensibilisation.

En collaboration avec le Chef du Bureau, j'ai établi des contacts avec des diplomates et des hauts fonctionnaires. J'ai proposé et supervisé un cycle de séminaires en partenariat avec le Barreau libanais, conjointement avec la Section de la participation des victimes du TSL.

J'ai siégé au Comité des règles, et j'ai proposé et débattu des amendements au Règlement de procédure et de preuve.

J'ai représenté le Bureau de la Défense lors de réunions inter-organes, à la séance plénière des juges et présenté nos observations lors d'audiences.

En tant que surveillante de la Section des avis juridiques, j'ai défini les priorités dans le domaine de la recherche, recruté du personnel et des consultants et organisé des formations juridiques pour les conseils. Entre autres activités, j'ai supervisé la rédaction du Code de conduite professionnelle des conseils, la réglementation intérieure du Bureau et des politiques réglementant nos relations professionnelles avec des juristes. Un des principaux défis a été la nécessité de concilier le droit romano-germanique et le droit anglo-saxon.

J'ai contrôlé la planification financière, la mise en œuvre de l'outil juridique électronique et les rapports envoyés au

#### **Comité de gestion et Bureau des Affaires juridiques de l'ONU**

Le poste délicat que j'ai occupé au TSL demandait de la diplomatie, de la prudence et du dévouement. Je pense que le poste proposé exige les mêmes qualités. Je serais honorée de consacrer mes efforts à contribuer au renforcement et au développement d'une institution qui a pour charge de défendre une cause noble. J'espère que la rigueur et l'expertise technique acquises durant ma carrière, conjuguées à mon souci d'objectivité, contribueront à la neutralité du Greffe.

### **Curriculum vitae**

Avocat au Barreau de Paris

#### **Informations personnelles**

45 ans

Libanaise et française

#### **Expérience professionnelle**

Septembre 2010 – mai 2012 : Tribunal spécial pour le Liban ([www.stl-tsl.org](http://www.stl-tsl.org)), La Haye

Chef adjoint du Bureau de la Défense

- Conseiller le Chef du Bureau de la Défense sur des questions stratégiques
- Assurer la liaison avec des organisations internationales et gouvernementales
- Séances d'information diplomatique, conférences pour les juges, les avocats et les spécialistes du droit
- Assurer la liaison avec les organes du Tribunal et représenter le Bureau de la Défense lors de réunions inter-organes
- Comparaitre devant la Cour sur des questions relatives à l'équité de la procédure

- Proposer des amendements aux Règles de procédure et de prévue et représenter le Bureau de la Défense au Comité du règlement du Tribunal
- Définir les orientations et assurer la supervision des travaux de la Section des avis juridiques
- Négocier et adopter des politiques, lignes directrices et procédures pour les conseils
- Fournir et organiser des formations juridiques à l'intention des conseils
- Coordonner la procédure budgétaire et la gestion financière du Bureau
- Remplacer le Chef du Bureau de la Défense, à sa demande ou en son absence
- Recruter et superviser le personnel et les consultants

Depuis oct. 2006 : Avocats et juristes pour le Liban (www.ajliban.org) (Paris)

Président, Membre fondateur

- Mettre en œuvre les objectifs de l'association : promotion de la règle de droit au Liban, protection des droits fondamentaux et abolition de la peine de mort
- Organiser et présider des séminaires réunissant des hommes politiques, des universitaires et des juristes sur des questions controversées :
  - « *Le Liban et l'ordre juridique international* » en 2007, « *La réforme électorale* » en 2008, « *L'état libanais, entre la crise et la reconstruction* » en 2009
  - « *Le rôle du Liban en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU* » en 2010
- Collecter des fonds
- Publier les travaux de l'association

Juillet 2000 - sept. 2010 : Cabinet d'avocats Alia Aoun, Paris

Avocat, fondatrice

- Pratique générale avec spécialisation dans la procédure pénale et le droit de l'immigration
- Défense de militants pour les droits de l'homme et d'associations pour les droits de l'homme telles qu'Act Up, La Ligue des Droits de l'Homme et le Comité contre l'esclavage moderne
- Lancement des premiers procès en France après l'adoption de la loi anti-discrimination : 10.16.2008, Chambre de première instance, Paris, *Halde c. Hanotelle*
- Discrimination raciale ; 01.25.2007, Cour d'appel, Douai, *Act-Up c. Vanneste*, injures à caractère homophobe
- Chargée d'enseigner le droit pénal et la procédure pénale à l'École du Barreau de Paris de 2002 à 2004
- Gestion des équipes du Barreau de Paris des défenseurs publics entre 2002 et 2004

Avril 1996 – juin 2000 : Michel Audouin Verin & Hadjidjanian Marcus, Seine-Saint-Denis

Avocat junior

- Pratique intensive comme avocat de la défense, des victimes et des immigrés

Nov. 1991 - août 1993 : Compagnie Bancaire Et Financière Du Bâtiment Et Des Travaux Publics, Paris

Responsable de clientèle pour les services bancaires aux entreprises

### Publications

- « *Droit et politique au Liban* », Les Cahiers de l'Orient, n°38, Paris, avril 2009 : direction et coordination
- « *Quelle loi, quel juge, quel crime ?* », dans Les Cahiers de l'Orient, n°38, Paris, avril 2009
- « *Histoire du droit et de la justice en France* », travail collectif, Prat, Paris 2007 : auteur de chapitres sur le droit et la procédure pénale
- « *À quoi reconnaît-on son juge ?* », dans la Lettre du Syndicat des Avocats de France, Paris, avril 2004
- « *L'affaire des fichiers de police* », dans la Lettre du Syndicat des Avocats de France, Paris, juin 2003
- « *Le Pacs* », collection Delmas, éditions Dalloz, mars 2000 : premier livre publié en France après l'adoption de la loi autorisant le partenariat civil
- « *Vos droits et la loi* », travail collectif, Reader's Digest, mars 2000
- « *Vos droits en toute occasion* », travail collectif, Reader's Digest, février 1997

### Séminaires

- Juge, Concours de procès fictif de la CPI, 5<sup>ème</sup> édition, La Haye, 2012
- Maître de conférence, « *Procès par défaut devant le Tribunal spécial pour le Liban* », « *La protection des droits de la défense* », « *La définition du terrorisme* », Paris, La Haye 2010 | 2012
- Participante, Séminaires de la Cour pénale internationale pour les conseils, La Haye 2008 | 2011
- Conférencière, « *L'Etat libanais, entre crise de régime et refondation* », Paris, 2009
- Conférencière, « *Etat de droit et professionnalisme politique* », Lille, 2009
- Conférencière, « *Le projet de réforme électorale* », Paris, 2008
- Conférencière, « *Les discriminations sexuelles en matière judiciaire. Le droit des étrangers* » Paris, 2004
- Conférencière, « *L'organisation d'une défense collective* » Bordeaux, 2002

### Études

École du Barreau de Paris

Certificat de spécialisation en droit pénal, Paris, 2004

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Capa), Paris, 1995

Université Paris Ii Panthéon Assas

DESUP Diplôme de troisième cycle Droit et Pratique du Barreau, Paris, 1996

Université Paris I Panthéon Sorbonne

Maîtrise « *Carrières Judiciaires* » Paris, 1994

Em Lyon Business School

Maîtrise en Administration des affaires, Lyon, 1990

Saint Joseph University

Master of Laws, droit privé, Beyrouth, 1988

Master of Laws, droit public, Beyrouth, 1988

**Langues**

Arabe et français : langues maternelles

Anglais : courant

## 2. Arbia, Silvana (Italie)

(Original : anglais)

### Résumé de l'expérience professionnelle

Dotée d'une grande expérience de cadre supérieur, j'ai la capacité éprouvée d'atteindre des résultats stratégiques dans divers domaines, notamment la gestion des ressources humaines, financières et physiques, la sécurité et les opérations de terrain. J'ai plus de 30 ans d'expérience bien documentée de la gestion avec responsabilités croissantes au sein d'institutions judiciaires, tant au niveau national qu'au niveau international. Au cours de ma longue carrière, j'ai continuellement manifesté un intérêt et des aptitudes pour améliorer le fonctionnement d'institutions judiciaires. En qualité de juge en Italie, j'ai apporté mon concours à l'administration de la Cour. J'ai initié la modernisation du judiciaire à Rome et mis en œuvre un projet pilote afin de numériser les tribunaux. Cette mesure a considérablement amélioré l'efficacité de la Cour et a été reproduite dans l'ensemble du pays. Mon expérience du droit du travail a également été pertinente dans la gestion effective du personnel.

Au plan international, j'ai acquis une vaste expérience au TPIR dans la gestion des procédures judiciaires. J'ai été chargée de la gestion et du développement professionnel de près de 200 personnes et des opérations efficaces et effectives du Bureau du Procureur. J'ai fait preuve de leadership stratégique, en préparant le plan de travail général et stratégique des poursuites au TPIR et pour la CPI en qualité de Greffier.

En ma qualité de Greffier, j'ai été responsable des aspects non-judiciaires de l'administration et du service de la CPI depuis 2008. J'ai géré la performance et le développement d'environ 900 membres du personnel affectés à la Haye et sur le terrain, en reconnaissant que les ressources humaines de la Cour sont son principal atout. J'ai adopté de nombreuses instructions administratives sur le personnel et la performance, surveillé des développements dans les technologies de l'information, assuré la conduite harmonieuse et efficace des procédures judiciaires, fourni des services aux victimes et témoins, et promu la connaissance du mandat de la Cour. Sous ma gestion, la Cour est passée de 121 heures d'audience en 2008 à environ 1 000 heures en 2011, de 675 demandes des victimes en 2008 à environ 6 000 en 2011, et a rendu la première condamnation de son histoire.

J'ai des antécédents avérés dans la gestion efficiente de fonds publics. Au TPIR, en qualité d'agent certificateur avec délégation de pouvoir pour les comptes, j'ai considérablement réduit les dépenses. J'ai également aidé le Greffe du TPIR à contrôler toutes les fonctions du personnel, et négocié avec l'ONU dans le domaine du financement. Ces cinq dernières années, j'ai géré le budget annuel de la CPI, qui s'élève à environ 100 millions d'euros. J'ai une connaissance approfondie des règles et normes financières de la Cour, de son processus budgétaire, des négociations et de la mise en œuvre. J'ai fait preuve de sens stratégique et de la capacité à satisfaire des besoins opérationnels dans des limites financières très strictes. Ces activités ont demandé un jugement prudent, la prise d'initiative et de l'ingéniosité, et la capacité à diriger une équipe avec efficacité pour atteindre des objectifs déterminés.

En outre, je me suis fixé pour priorité lors de mon mandat de Greffier de soutenir pleinement le judiciaire. J'ai développé avec le Président et avec la Présidence une relation de travail pratique et effective qui a facilité l'administration efficiente de la Cour. J'ai aussi démontré ma capacité à nouer des relations effectives avec les États Parties au Statut de Rome et autres parties prenantes. Enfin, j'ai d'excellentes connaissances pratiques de la diplomatie internationale et des négociations, acquises lors de mon travail comme délégué italien à la Conférence de Rome de la CPI, comme membre de la délégation du TPIR pour négocier un accord entre l'ONU et l'Italie pour l'exécution des jugements du TPIR, et dans mon rôle actuel de Greffier.

Ayant travaillé comme juriste, juge, procureur et actuellement Greffier, j'ai une vaste expérience qui m'a mise au fait des opérations de toutes les parties d'une institution judiciaire. Le privilège de servir la CPI en tant que Greffier depuis 2008 m'a attribué une expérience pertinente incomparable pour remplir le poste de Greffier en 2013.

## Curriculum vitae

### Études

Maîtrise en droit. Université de Padoue (Italie), février 1976.

Études spéciales postuniversitaires :

- Fondation canadienne des droits de la personne, Montréal, 1995.
- Académie de droit international de La Haye, 1991, 1992, 1993.
- Académie de droit européen, Florence, 1990.
- Institut international des droits de l'homme René Cassin, 1989.
- Pratique du traitement informatique des procédures judiciaires depuis 1981.
- Formation à la défense des droits, Arusha, décembre 2001, février 2003.
- Formation à la budgétisation axée sur les résultats, Tribunal pénal international des Nations Unies pour le Rwanda, Arusha, avril 2003.
- Droit humanitaire, Arusha, février 2004.
- Communication avec les médias.

### Qualifications professionnelles et expertise

- Pratique juridique et judiciaire comme conseil, procureur et juge
- Droit pénal et procédure pénale
- Droit international et droit pénal international
- Droits de l'homme
- Base de données juridiques
- Gestion

### Principale expérience professionnelle pertinente

1976-1978 : avocat dans un cabinet d'avocats, admission au Barreau, Venise.

Juin 1979 : admission à la profession de juge et procureur (*magistrato ordinario*).

1980-1982 : juge d'affaires pénales, Venise.

1983-1988 : juge d'affaires pénales et prudhommes, Venise.

1988-1993 : juge à Rome d'affaires prudhommes.

1993-1999 : juge à la première Chambre de la Cour d'appel de Milan statuant sur des affaires pénales (crime organisé au niveau national et international, notamment blanchiment d'argent, trafic international de stupéfiants, corruption, violation des droits, violences à des enfants).

30 juin 1999 : promotion au rang de juge de la Cour de cassation.

24 octobre 1999- : nomination en tant que premier substitut du Procureur au Bureau du Procureur du Tribunal pénal international des Nations Unies pour le Rwanda (TPIR).

Octobre 1999 - mai 2003 : Responsable d'une équipe de première instance chargée de crimes internationaux comme le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, assurant la finalisation et la confirmation de 12 actes d'accusation ; 22 affaires préliminaires et 2 procès.

15 décembre 2001 - 20 décembre 2002 : chef des poursuites par intérim, chargée à ce titre de superviser environ 92 fonctionnaires, dont huit équipes d'appui aux procès.

30 juin 2007 : promotion au rang de juge qualifié pour être désigné aux postes du plus haut niveau de la Cour de Cassation.

Juillet 2007-avril 2008 : promotion à la position de Chef des poursuites comprenant la direction et la gestion de douze équipes d'appui aux procès, le Groupe des éléments de preuve et la Section des enquêtes.

28 février 2008 : élue Greffier par les juges de la Cour pénale internationale. Occupant cette position depuis le 17 avril 2008.

#### **Autre expérience professionnelle**

- Chargée de cours sur les droits de l'homme, Université LUISS, Rome (1989 -1993).
- Enseignement des droits de l'homme à l'École des officiers de police, Rome (1990 -1992).
- Enseignement de l'utilisation de la base de données électronique « Italgire Find », CED, Cour de cassation (1987-1989).
- Membre de l'unité rédactionnelle « I diritti dell'uomo, cronache e battaglie », Rome (depuis 1989).
- Consultante auprès de l'ONG CRIC, spécialisée dans la protection des droits de l'homme dans le cadre de l'immigration clandestine.
- Responsable et coordinatrice du projet « Persone senza status », lancé par la Commission européenne lors de l'Année européenne contre le racisme (1997).
- Nommée représentante du ministère italien de la Justice au séminaire international sur « La violence contre les mineurs » ; communication sur le thème : « Initiatives européennes concertées et législation italienne dans le domaine de la lutte contre le trafic d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants », Madrid, 3-6 novembre 1997.
- Nommée représentant du ministère italien de la Justice pour le programme Grotius ; séminaire international sur le thème « Les victimes de crimes », Rome, 27-29 mai 1999.
- Nommée représentant du ministère italien de la Justice au séminaire international sur « Les victimes de crimes dans l'Union européenne », Umea, Suède 1999.
- Nommée expert dans la mobilisation d'experts par la Commission européenne en Bulgarie pour lutter contre le blanchiment d'argent, Bureau d'échanges d'information et d'aide technique, numéro de référence 102, mars 1998 (contrat numéro 012/98).
- Nommée délégué de l'Italie à la Conférence diplomatique sur la création d'une Cour pénale internationale, Rome, juin-juillet 1998.
- Membre de la délégation du TPIR aux négociations sur l'accord entre l'ONU et l'Italie pour l'exécution du jugement du TPIR et à la signature de cet accord (17 mars 2004).
- Orateur invité à la réunion sur le crime international et transnational, Teramo, février 2003.
- Orateur invité à des séminaires nationaux et internationaux.

#### **Principales publications pertinentes :**

- « L'elemento oggettivo del sequestro di persona. Linee evolutive della giurisprudenza italiana », XXVIIe Cours international à l'intention des magistrats, Centro studi Luigi Severini, Perugia, Italie, septembre 1980.
- « Il diritto alla rettifica alla luce delle recenti riforme », XXVIIIe Cours international à l'intention des magistrats, Centro studi Luigi SeverinPerugia (Italie), septembre 1981.
- « Aspetti privatistici del diritto alla salute », C.I.D.I.S. Conférence, Jesolo (Italie), 1981.
- « Istituzione del giudice di pace nell'ordinamento giuridico italiano », XXIXe Cours international à l'intention des magistrats, Centro studi Luigi SeverinPerugia (Italie), septembre 1982.

- « Il principio di specialità nell'extradizione », XXXe Cours international à l'intention des magistrats, Centro studi Luigi Severini, Perugia (Italie), septembre 1983.
- « Banche dati e segreto professionale », INFOLEX, Venise (Italie), 1987.
- Essai sur « I provvedimenti di polizia », Nuovissimo Digesto, Utet 1986.
- Article sur « Diritto internazionale del sistema Oil e diritto comunitario in materia sociale », Il Foro italiano, 1993, pages 316-324.
- Article sur « Lavoro carcerario, specialità del trattamento e diritti del detenuto », Il diritto del lavoro, 1989, pages 241-246.
- Article sur : « Licenziamento per giusta causa e pregiudiziale pénale ».
- Il diritto del lavoro, 1988, pages 481-486.
- Essai sur « La Giurisprudenza italiana e la Convenzione Europea dei diritti dell'Uomo », Rivista internazionale dei Diritti dell'Uomo, Milan, N.1/1999 (Convention européenne sur les droits de l'homme et la législation nationale italienne).
- Essai sur la Convention internationale des droits de l'enfant (Edizioni scientifiche italiane, 1994).
- Rapport sur des questions juridiques relatives aux enfants immigrés « I minori extracomunitari: problemi giuridici », XVème Réunion internationale Child Health Plan '98, Ancona (Italie), 1998-05-28/30, Editeur : G.M.Caramia, pages 83-95.
- Commentario breve ai Trattati della Comunità e dell'Unione europea, sous la direction de Fausto Pocar, publication Cedam, Padova 2001 (commentaire des articles 39/42; 125/130; 136/140).

### **Langues**

Langue maternelle : italien

Autres langues :    anglais courant  
                          français courant

### 3. Bellelli, Giancarlo Roberto (Italie)

(Original : anglais)

#### Résumé de l'expérience professionnelle

- 1982 Diplôme en droit (procédure pénale), Université de Naples
- 1983-1984 École supérieure d'administration publique (finances et gestion publiques) ; formations supérieures autres à La Haye et en Italie (1985/2011).
- 1985-1988 Conseiller au Ministère des finances, conseils dispensés au Bureau du Premier ministre sur les questions constitutionnelles ; audit du budget national.
- 1988-1989 Juge et Procureur (phase de première instance) au Tribunal militaire de Rome ; enquêtes et poursuites relatives aux délits militaires, participation aux audiences et rédaction de décisions judiciaires.
- 1989-1992 Substitut du Procureur. Dans des conditions très difficiles, nombreuses enquêtes et poursuites complexes et de haute volée relativement à des crimes graves (par exemple meurtre, trafics transnationaux d'armes et de drogue, enlèvement, viol, corruption, fraude) contre des groupes du crime organisé de type mafia, y compris dans des procès à très grande échelle. Responsable pour toutes les mesures relatives à l'organisation et à l'efficacité du Bureau (administration, personnel, achat, directives), médecine légale, directives pour les forces de police et mesures préventives en matière de finances.
- 1992-2007 Juge militaire :
- Juge dans les phases préliminaire et de première instance (1992-1998) à Vérone. Administration du Bureau, analyse des enquêtes, confirmation des charges, jugements, y compris dans des affaires de crimes de guerre. Rattaché à divers tribunaux ainsi qu'à la Cour d'appel.
  - Juge d'application des peines (1998-2002) à Rome. Supervision du régime de détention et application du droit pénitentiaire, avec notamment l'application de peines de prison à vie pour des crimes de guerre commis en 1944 ;
  - Président du tribunal militaire de Turin (2002-2007). Administration du tribunal. Jugements portant sur des crimes graves, y compris des crimes de guerre commis en 1944.
- 1997-2007 Expert juridique au Ministère des affaires étrangères, relativement au droit international pénal. Membre de nombreuses commissions nationales pour la mise en œuvre d'instruments de droit international pénal. Toutes les questions relatives à la Cour pénale internationale, depuis la Conférence de Rome en 1998. Membre actif et président du groupe COJUR CPI. Délégué auprès des Nations Unies/de l'Union européenne/du Conseil de l'Europe pour de nombreuses questions relatives au droit international pénal et aux droits de l'Homme, et notamment relatives à la protection des témoins, à la gestion de crises civiles et au terrorisme. Membre du Bureau du Comité d'experts sur le Terrorisme (CODEXTER) du Conseil de l'Europe. Participation à de nombreuses conférences, nationales et internationales, sur tous les principaux sujets de droit international pénal et présentations dans ce cadre. Organisateur et coordonnateur de l'importante conférence sur la justice internationale pénale (« Conference on International Criminal Justice ») qui a eu lieu à Turin du 14 au 18 mai 2007, ainsi que de la table ronde sur la justice pénale internationale, son rôle, son futur et les opportunités existantes (Turin, 20 décembre 2005). Expert pour les Nations Unies et consultant pour l'UNICRI (explosifs, armes de destruction massive, terrorisme et justice pénale).

- 2007-aujourd'hui Conseiller juridique de l'Ambassade d'Italie auprès des Pays-Bas :
- Président du Comité de contrôle des locaux permanents de la Cour pénale internationale,
  - Président du Comité du budget de la Cour permanente d'arbitrage (et auparavant du groupe de travail sur le règlement financier et les règles de gestion financière).

Auteur de nombreuses publications relatives au droit international pénal (justice et terrorisme).

Anglais et français courants..

## **Curriculum vitae**

### **Informations personnelles**

Né à Rome le 19 septembre 1957

Marié, deux enfants

### **Éducation**

- Maîtrise de droit, Université de Naples (1982)
- École supérieure d'administration publique (1983-1984, finances et gestion publiques, Rome)
- Académie de droit international de La Haye (1985)
- Formations du Haut conseil de la Justice (1989-2011, notamment sur l'organisation et l'administration de la justice, le droit international et le crime organisé)

### **Expérience professionnelle**

2007 à maintenant : Conseiller juridique, ambassade d'Italie, La Haye

2002-2007 : Président du Tribunal militaire, Turin

À la tête du bureau : administration et supervision des activités administratives accomplies par le Tribunal, comprenant le budget et les finances, les ressources humaines, l'aide juridique et le recouvrement des coûts. Juge président : les procès principaux incluaient des crimes graves commis contre l'administration publique, ainsi que des crimes de guerre commis en 1944.

1997-2007 : Expert juridique en droit international pénal humanitaire, Département juridique, Ministère italien des Affaires étrangères

Conseils, rédaction des textes et participation aux négociations ; conseils en matière de droit administratif, mise en œuvre législative et judiciaire de la justice et des instruments de droit international pénal. Toutes les initiatives et activités liées à la Cour pénale internationale, à savoir notamment : participation à toutes les réunions en tant que délégué, rédaction de la législation pour la mise en œuvre en Italie du Statut de Rome et de son Accord sur les privilèges et immunités ; toutes les actions dans l'Union européenne (par exemple position commune de 2001 ; présidence du groupe COJUR CPI en 2003 ; plan d'action ; coopération technique d'adhésion du Japon ; expert de l'UE sur l'application ; personne référente UE-CPI pour l'Italie). À partir de 1999, conseils également dispensés à la Direction politique du Ministère des affaires étrangères sur le contrôle des armes, le terrorisme et la corruption, aux fins de prévention des crimes.

1998-2002 : Juge, Tribunal militaire de l'application des peines, Rome

Supervision de l'application des peines (régime de détention et application du droit pénitentiaire relativement aux peines et remises de peine), y compris

pour des emprisonnements à vie en raison de crimes de guerre commis en 1944.

1992-1998 : Juge, Tribunal militaire, Vérone

Juge dans la phase préliminaire : administration du Bureau et jugement des délits commis contre le droit pénal militaire ; supervision des enquêtes sur les crimes militaires du nord-est de l'Italie, y compris sur des crimes de guerre commis en 1944 ; confirmation des charges, peines et acquittements. Attaché également à d'autres tribunaux en tant que juge de première instance (Vérone, Turin, La Spezia et Bari ; cour d'appel de Vérone).

1989-1992 : Substitut du Procureur, Palmi (Reggio Calabria)

Dans des conditions très difficiles, enquêtes et poursuites sur les crimes les plus graves affectant une zone où la criminalité, très répandue, est préoccupante. Dans de nombreuses affaires complexes et de haute volée contre le crime organisé (organisations mafieuses principalement) : procédures criminelles, mesures préventives en matière de finances, témoins protégés (*pentiti*), et direction de la police. Poursuites au Tribunal, dans les cours d'assises et d'appel. Mandaté pour les fonctions non-judiciaires se rapportant à l'organisation et à l'efficacité du Bureau du Procureur, y compris pour les mesures portant sur : l'administration des ressources, humaines et autres, ainsi que des outils ; directives et autres lignes directrices pour l'organisation en interne ; directives destinées aux forces de police ; adoption de techniques spéciales d'enquête.

1988-1989 : Procureur et juge (phase de première instance), Tribunal militaire, Rome

Phase de première instance, assistance apportée au Procureur militaire pour les enquêtes et poursuites, participation aux audiences et rédaction pour le Président du Tribunal tant des décisions que des jugements.

1985-1988 : Conseiller au Ministère des finances, Rome

Au département de comptabilité générale d'État (bureau de l'auditeur général), contrôle de la conformité des lois régionales avec la Constitution italienne ; conseils dispensés au Bureau du Premier ministre ; audit du budget national.

- **Expérience professionnelle pertinente autre**

- Président du Comité de contrôle établi par l'Assemblée des États parties à la Cour relativement au projet de locaux permanents de l'Organisation (depuis 2011) ; vice-président en 2010.
- Président du Comité du budget de la Cour permanente d'arbitrage (2012).
- Président du groupe de travail sur le règlement financier et les règles de gestion financière de la Cour permanente d'arbitrage (2011).
- Organisateur et président de la Conférence de Turin sur la justice internationale pénale (Turin, 14 au 18 mai 2007), sur la pratique et la jurisprudence de la justice internationale pénale, en préparation de la Conférence de révision du Statut de Rome. Participation de tous les tribunaux internationaux, de quelques 500 personnes et de 95 États (<http://www.torinoconference.com> et ICC-ASP/6/INF-2 and Add.1).
- Organisateur et coordonnateur de la table ronde sur la justice internationale pénale, son rôle, son futur et les opportunités existantes (Turin, 20 octobre 2005).
- Délégué de l'Italie lors de conférences internationales et au sein d'organisations intergouvernementales sur des questions relatives au droit international pénal et au droit international humanitaire, et notamment :
- Cour pénale internationale, y compris la Conférence diplomatique de Rome de 1998 ; chacune des dix sessions de la Commission préparatoire pour l'adoption des instruments de mise en œuvre du Statut (1999-2002) ; de nombreux séminaires et autres événements entre les sessions (1997-2006) ; toutes les réunions de

l'Assemblée des États parties (2002-2012) ; groupe de travail de La Haye au Bureau de l'Assemblée des États parties ; groupe d'étude sur la gouvernance ;

- Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et protocole s'y rapportant relatif aux armes à feu (Vienne, 1999-2001) ;
- Convention des Nations Unies contre la corruption. Négociations du Comité spécial (Vienne, 2002-2003) et Conférence de signature à Mérida ;
- Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme (Strasbourg, 2005) et Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme (Strasbourg, 2003) ;
- Conseil de l'Europe : protection des témoins et des collaborateurs de justice (2004-2005) ; PC-TI, techniques spéciales d'enquête (2004-2005) ; CAHAR, aspects juridiques de l'asile territorial, des réfugiés et des apatrides (2005) ; DH-DEV, développement des droits de l'Homme (1998-2007) ; DH-PR, amélioration des procédures de protection des droits de l'Homme (2000) ; CODEXTER, Experts sur le terrorisme (2003-2008, membre du Bureau) ; DH-S-TER, terrorisme (2000) ; GMT, groupe multidisciplinaire contre le terrorisme (2001-2002) ; PXX, racisme et xénophobie (2002) ;
- Conseil de l'Union européenne : COJUR, experts de droit international public ; CIVCOM, maintien de l'État de droit dans la gestion des crises ;
- Commissions nationales sur le droit international humanitaire (Bruxelles, 2000 ; Budapest, 2001 ; Genève, 2002) ;
- Expert à l'UNODC sur la fabrication et le trafic illicites d'explosifs par des délinquants et leur usage à des fins délictueuses, pour l'élaboration possible d'un instrument international (2000) ;
- Consultant pour l'UNICRI (Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice) sur le renforcement de la coopération internationale aux fins de combattre le trafic illicite et l'utilisation criminelle des armes et substances CBRN (2005). Conseiller scientifique pour tous les projets ayant trait à la justice internationale pénale, dont la publication du Manuel du TPIY sur les pratiques développées (*ICTY Manual on Developed Practice*, 2008-2009) et les projets laissés par le TPIY à la postérité (formation et portail de formation électronique, ainsi que manuel pour la Défense, 2010-2011) et manuel sur les pratiques du TPIR (2010-2011) ainsi que d'autres projets liés à la Cour pénale internationale ;
- Membre (1999-2006) de 11 commissions nationales ou groupes de travail pour la ratification et la mise en œuvre d'instruments de droit international pénal (CPI, assistance juridique mutuelle et extradition, droit international humanitaire, criminalité organisée transnationale, cybercriminalité, terrorisme, corruption) ;
- Conseiller, au sein du comité des conseillers, de l'institut mondial pour la prévention de l'agression (Global Institute for the Prevention of Aggression).

#### **Présentations sur les lois et le droit international pénal**

- Conférence sur la Cour pénale internationale (Manille, 25-26 septembre 2008)
- Conférence sur la justice internationale pénale (Turin, 14-18 mai 2007)
- Séminaire italo-égyptien sur le terrorisme international (Rome - IAI, 12 septembre 2006)
- Table ronde sur la justice internationale pénale (Turin, 20 octobre 2005)
- Consultation UE-Japon sur la Cour pénale internationale (Tokyo, décembre 2004)
- Conférence sur la protection de la propriété culturelle dans les conflits armés (Catane, octobre 2004)
- Conférence sur les crimes de guerre (Milan, mai 2004)
- Séminaire sur la justice pénale dans la gestion des crises civiles (Madrid, mai 2004)

- Conférence sur la coopération internationale contre le terrorisme (Trento, mai 2004)
- Conférence sur l'appui apporté par l'Union européenne à la CPI (Naples, septembre 2003)
- Conférence sur la mise en œuvre italienne du Statut de la CPI (Rome - Capitole, juillet 2003)
- Symposium sur l'État de droit en Afghanistan (Washington, février 2003)
- Conférence sur la CPI (Turin - LINCS, novembre 2002)
- Conférence sur la ratification du Statut de la CPI dans les pays méditerranéens (Séville, février 2002)
- Conférence sur la ratification du Statut de la CPI (Rome, mai 2000)
- Formation sur le droit international pénal, destinée aux juges et aux procureurs (Rome – haut conseil de la justice, février 2000)
- Séminaire sur le droit international humanitaire (Rome - IASD, janvier 2000)
- Séminaire sur la justice internationale pénale (Turin - SIOI, mars 1997)

### Langues

Italien : langue maternelle

Anglais : excellentes connaissances

Français : excellentes connaissances

### Publications

#### Livres

- *International Criminal Justice: Law and Practice from the Rome Statute to its Review* (en anglais - Justice internationale pénale : droit et pratique, depuis le Statut de Rome jusqu'à sa révision – Farnham, Ashgate, 2010), 702 pages ;
- *Codice delle Convenzioni internazionale e della legislazione italiana sul terrorismo* (en italien - Code des conventions internationales et législation internationale sur le terrorisme – Rome, Istituto Poligrafico dello Stato and Editoriale Scientifica, 2003), 1185 pages ;
- *Conférence sur la Justice internationale pénale*, actes de la conférence – anglais, français, italien, 358 pages (Turin, AGAT, 2008) ;
- *L'amministrazione della Corte Penale Internazionale* (en italien – L'administration de la Cour pénale internationale), série *Questioni contemporanee n° 22* – (Naples, Editoriale Scientifica, 2006), 94 pages.

#### Articles

- « Overview of the International Criminal Court » in *International Conference on the International Criminal Court* (en anglais – vue d'ensemble sur la Cour pénale internationale » dans les actes de la conférence internationale sur la Cour pénale internationale, Manille, 2008), pp. 9-23 ;
- « I reati contro l'amministrazione della giustizia internazionale », in *La Corte penale internazionale* (en italien - délits contre l'administration de la justice internationale dans un ouvrage sur la Cour pénale internationale, Milano, Giuffrè, 2006), pp. 1261-1324 ;
- « Lo Statuto di Roma e la Costituzione italiana », in *La Corte penale internazionale* (en italien – le Statut de Rome et la Constitution italienne, dans un ouvrage sur la Cour pénale internationale, Milano, Giuffrè, 2006), pp. 1597-1647 ;
- « A Council of Europe perspective on the fight against terrorism », in *International Cooperation in Counter-terrorism: The United Nations and Regional Organizations*

*in the Fight Against Terrorism* (en anglais – perspective sur la lutte contre le terrorisme du point de vue du Conseil de l'Europe, dans un ouvrage sur la coopération internationale contre le terrorisme : les Nations Unies et les organisations régionales dans la lutte contre le terrorisme, éd. par G. Nesi, Farnham, Ashgate, 2006), pp. 141-148 ;

- « Italian implementation of the Rome Statute and related constitutional issues » in *States' responses to the International Criminal Court* (en anglais – mise en œuvre italienne du Statut de Rome et questions constitutionnelles connexes, dans un ouvrage sur les réponses des États à la Cour pénale internationale, par Roy S. Lee, Ardsley, Transnational Publishers, 2005), pp. 215-245 ;
- « Come adattare l'ordinamento giuridico italiano allo Statuto della Corte penale internazionale: lo stato dei lavori » (en italien – adaptation de l'ordre juridique italien au Statut de la CPI) in *Diritto Penale e Processo*, n° 10/2003, pp. 1299-1304 ;
- « The Work of the Preparatory Commission of the International Criminal Court », in *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence* (en anglais – le travail de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, dans l'annuaire de la jurisprudence et du droit international, ouvrage sur la communauté mondiale, Oceana Publications, New York, 2002), pp. 1454-1459 ;
- « The Protocol No. 13 additional to the European Convention on Human Rights », in *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence* (en anglais – le Protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, dans l'annuaire de la jurisprudence et du droit international, ouvrage sur la communauté mondiale, Oceana Publications, New York, 2002), pp.1481-1482 ;
- « The Firearms Protocol additional to the Palermo Convention on Transnational Organised Crime », in *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence* (en anglais – le Protocole contre les armes à feu additionnel à la Convention de Palerme contre la criminalité transnationale organisée, dans l'annuaire de la jurisprudence et du droit international, ouvrage sur la communauté mondiale, Oceana Publications, New York, 2002), pp. 1494-1498 ;
- « The establishment of the International Criminal Court » in *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence*, 812 (en anglais – l'établissement de la Cour pénale internationale, dans l'annuaire de la jurisprudence et du droit international, ouvrage sur la communauté mondiale, Oceana Publications, New York, 2001), pp. 812-819 ;
- « Le molte debolezze dell'unità investigativa interforze » en p. 1 du journal *Italia Oggi* du 25 septembre 1991 (en italien – faiblesses de l'Unité d'enquête interforce) ;
- « Contro la delinquenza organizzata non c'è alternativa ai maxi – processi » en p. 1 du journal *Italia Oggi* du 5 octobre 1991 (en italien – pas d'alternative aux maxi-procès contre le crime organisé) ;
- « Le zone d'ombra del provvedimento » en p. 24 du journal *Italia Oggi* du 3 février 1992 (en italien - zone d'ombre des dispositions) ;
- « Età pensionabile dei magistrati: un decreto che fa discutere » en p. 1 du journal *Italia Oggi* du 3 mars 1992 (en italien – âge de la retraite pour les juges et les procureurs, un décret controversé).

#### *Autres contributions scientifiques*

- *Illicit Trafficking and Criminal Use of CBRN Materials and Weapons: an Analysis of the New Members of the European Union and their Neighbouring Countries* (en anglais – trafic illicite et usage criminel des armes et matériaux CBRN : une analyse des nouveaux membres de l'Union européenne et des pays voisins, UNICRI, Turin, 2005) ;
- *ICTY Manual on Developed Practices* (en anglais – manuel des pratiques établies du TPIY, UNICRI, Turin, 2009), pp. 228 ;

- *Manual on International Criminal Defence – ADC-ICTY Developed Practices* (en anglais – manuel sur la Défense en droit international pénal – pratiques établies par l’association des conseils de la Défense du TPIY, UNICRI, Turin, 2011), pp. 231.

## 4. Hocking, John (Australie)

(Original : anglais)

### Résumé de l'expérience professionnelle

J'ai l'honneur et le plaisir de présenter ma candidature au poste de Greffier de la Cour pénale internationale (« CPI »).

Alors que la CPI entre dans la deuxième décennie de son existence, la communauté internationale s'attend non seulement à une consolidation des réalisations de la Cour, mais également à un engagement renouvelé envers la réalisation de son mandat, en dépit du coût de plus en plus lourd de la justice internationale. Pour relever ces défis, la CPI nécessitera un Greffier doté de compétences solides et dominantes en matière de gestion.

Je remplis la fonction de Greffier du TPIY à une époque où les États Membres ont intensifié leur appel à l'achèvement rapide des activités judiciaires du Tribunal avec une réduction parallèle de ses ressources. J'exerce ces activités à un moment où il est plus que jamais demandé au TPIY d'aligner ses activités sur la vision globale stratégique du Secrétaire général, selon laquelle les Nations Unies doivent atteindre plus d'objectifs avec moins de moyens.

Dans ce contexte, j'ai réévalué en permanence les opérations du Greffe du TPIY et appliqué des processus réfléchis tant pour réduire les coûts que pour préparer le TPIY à sa fermeture. Des mesures délibérées de restructuration et d'efficacité ont permis de réduire les ressources tout en maintenant l'appui continu à un calendrier complet de procès et d'appels. Les deux budgets biennaux du TPIY que j'ai présentés en tant que Greffier ont été marqués par des restrictions budgétaires et la réactivité aux souhaits des États Membres. La rationalisation du Tribunal, que j'ai élaborée et mise en œuvre, a été louée comme étant la « meilleure pratique du leadership dans le cadre d'un processus de changement » par le Bureau des services de contrôle interne. Mes très nombreux contacts dans le monde diplomatique ont contribué à une transformation radicale de la réussite du TPIY dans l'exécution des peines. Les liens solides noués avec les juridictions nationales ont considérablement renforcé l'efficacité de notre collaboration.

Le 10 janvier de cette année, le Secrétaire général des Nations Unies m'a confié la responsabilité supplémentaire de le représenter comme Greffier du Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux (« MTPI »), une institution sans précédent au sein des Nations Unies, ayant pour mandat de mener à bien les travaux et de préserver l'héritage tant du TPIR que du TPIY. Pendant l'établissement du MTPI et la transition à celui-ci, j'ai été guidé par la vision du Conseil de sécurité d'une institution de faible envergure avec un personnel et des moyens restreints, et par ma propre aspiration à ce que le mécanisme se fonde sur les meilleures pratiques des deux tribunaux, contribuant ainsi à l'évolution de la justice pénale internationale.

C'est avec ce dynamisme, qui a conduit au lancement réussi de la subdivision d'Arusha du MTPI le 1<sup>er</sup> juillet 2012, et cette gestion rigoureuse, qui a guidé mon leadership du Greffe du TPIY depuis plus de trois ans, que je remplirais la mission de Greffier de la CPI.

### Curriculum vitae

#### Expérience professionnelle

Depuis le 10 janvier 2012 : Mécanisme des Nations Unies pour les Tribunaux pénaux internationaux, Arusha et La Haye

Sous-secrétaire général et Greffier

Créée par la Résolution du Conseil de sécurité 1966 (2010), le Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux (MTPI) continue à exercer les compétences, les droits et obligations et les fonctions essentielles du TPIY et du TPIR.

Lorsque j'ai été nommé Greffier, occupant simultanément le poste de Greffier du TPIY sans frais supplémentaires pour les Nations Unies, j'ai dirigé la transition au MTPI en me concentrant sur les domaines suivants :

- Transition harmonieuse des fonctions substantielles du Greffe du TPIR au Greffe du MTPI, en assurant que le MTPI puisse mener à bien, sans interruption de service et dès le premier jour, diverses opérations : l'administration de l'exécution des peines, la protection et le soutien des témoins, la gestion des archives des TPIR et TPIY et l'assistance aux juridictions nationales.
- Création d'une infrastructure administrative pour le MTPI afin d'assurer les services suivants : la sécurité, les ressources humaines, le budget et les finances, les services généraux, les télécommunications et les achats.
- Fourniture d'un appui juridique et administratif au Procureur et au Président, notamment en élaborant des politiques et en recrutant du personnel.
- Construction des nouveaux locaux de la division d'Arusha. J'ai coordonné la préparation d'un rapport, approuvé par le Secrétaire général, pour la construction des nouveaux locaux de la division d'Arusha conformément à la résolution 66/240 de l'Assemblée générale. J'ai défendu le rapport devant le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) et à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Le projet de construction est actuellement dans ses phases initiales.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2012, la division d'Arusha a ouvert ses portes, et est désormais entièrement opérationnelle.

Depuis le 15 mai 2009 : Tribunal pénal international des Nations Unies pour l'ex-Yougoslavie, La Haye (Pays Bas)

Sous-secrétaire général et Greffier

En ma qualité de Greffier, je suis chargé de la gestion d'ensemble des opérations administratives du Tribunal (environ 850 membres du personnel et un budget annuel de 140 million de dollars des États-Unis), et de fournir un appui judiciaire, administratif et diplomatique aux activités judiciaires du Tribunal. Je représente également le Secrétaire général pour toute question de personnel ou financière au Tribunal. Parmi mes charges spécifiques figurent notamment les activités suivantes :

- Mettre en œuvre la stratégie d'achèvement avec efficacité et efficacie dans les domaines qui appartiennent au champ d'activité du Greffe, notamment le processus de compression du personnel et la transition au Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux.
- Superviser et assurer la Division des services d'appui judiciaire, diriger et gérer tous les services en rapport avec la Cour, et émettre des décisions juridiques et observations sur diverses questions liées aux affaires. Je contrôle la fourniture des services suivants : la gestion de la protection des témoins, la gestion des conseils de la défense et de l'autoreprésentation, la détention, les opérations du Greffe de la Cour, et la traduction et l'interprétation juridiques.
- Surveiller et assurer la prestation de services administratifs aux juges, à l'accusation et à l'ensemble du personnel dans les domaines suivants : recrutement et administration du personnel, budget et finances, sécurité, achats, technologies de l'information et télécommunications, services généraux.
- Mettre en œuvre les programmes de relations publiques et de sensibilisation du Tribunal et communiquer activement avec les

parties régionales et partenaires concernés, conformément à la stratégie générale de communication du Tribunal.

Sur un bref laps de temps et dans des circonstances difficiles évoluant rapidement, j'ai considérablement amélioré les opérations du Greffe. J'estime que le Greffe du TPIY est un partenaire fiable et professionnel des Chambres et du Bureau du Procureur, et qu'il fournit un soutien administratif et judiciaire au plus haut niveau. J'ai dirigé l'évolution et la mise en œuvre de la stratégie de compression des effectifs du TPIY, louée comme étant la « meilleure pratique de leadership dans un processus de changement » par le Bureau des services de contrôle interne dans son récent audit du processus de rationalisation du TPIY. J'ai réduit les ressources en personnel du TPIY tout en maintenant et augmentant même les niveaux de productivité, en combinant les mesures d'efficience avec la restructuration. J'ai largement contribué à la réorganisation des efforts de relations extérieures et de sensibilisation du Tribunal, et sensiblement réduit la liste des condamnés en attente d'un transfert pour l'exécution de leur peine.

31 août 2004 - 14 mai 2009 : Tribunal pénal international des Nations Unies pour l'ex-Yougoslavie, La Haye (Pays Bas)

#### Greffier adjoint

Initialement nommé avec indemnité de fonctions et formellement promu le 30 novembre 2004. En tant que Directeur de la Division des services d'appui judiciaire, j'ai notamment exécuté les tâches suivantes :

- Diriger et gérer tous les services judiciaires et notamment : l'appui juridique aux juges (environ 80 juristes), la Section des victimes et témoins, la Section d'administration judiciaire, l'unité de Détention, l'Unité des conseils de la Défense, y compris l'aide judiciaire, et la Section d'interprétation et de traduction.
- Superviser directement sept Chefs de section (niveau D1/P5/P4) avec environ 400 membres du personnel sous mon autorité générale.
- Présenter des décisions juridiques et observations du Greffe aux Chambres sur divers questions liées aux affaires y compris la désignation de conseils et les conditions de la détention.
- Remplacer le Greffier et agir en son absence.

J'ai créé une équipe parfaitement gérée et efficace de professionnels très compétents et divers qui ont réussi à mener six procès par jour. Veillant en permanence à créer des équipes unies, j'ai favorisé un environnement de travail où le personnel peut s'épanouir malgré les pressions dues à la charge de travail du Tribunal et aux circonstances évoluant rapidement par suite de sa stratégie d'achèvement.

1 avril 2000 – 30 août 2004 : Tribunal pénal international des Nations Unies pour l'ex-Yougoslavie, La Haye (Pays Bas)

#### Juriste hors classe

Promu au poste de P5 en 2000, j'ai joué un rôle gestionnaire et ai eu une fonction juridique substantielle dans les domaines suivants :

- Gestion de l'appui aux Chambres (composées de 25 juges au niveau de Secrétaire général adjoint) : superviser directement les juristes de la Chambre d'appel et le personnel d'appui (à l'époque, 15 juristes P2 à P5 et cinq agents des services généraux) ; développement stratégique ; préparation du budget ; fourniture de ressources et d'installations ; recrutement de personnel juridique (environ 50 membres du personnel) ; contrôle des méthodes de travail ; préparation des rapports annuels pour le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ; représenter le Tribunal dans des réunions internationales ; siéger à des Comités internes du Tribunal : Président, Conseil central de contrôle,

Comité mixte de contrôle e-PAS, Comité directeur sur les communications internes ; ancien vice-président du Comité des nominations et des promotions, membre du Comité local des marchés.

- Conseiller juridique principal : développer et mettre en œuvre le programme de travail des Chambres d'appel du TPIY et du TPIR ; fournir des avis juridiques aux sept juges d'appel (Secrétaire général adjoint) ; sur ordre des juges d'appel, superviser la recherche et la rédaction de décisions des Chambres d'appel, en tenant dûment compte des instruments juridiques pertinents.

Responsable du recrutement de la quasi-totalité du personnel professionnel aux Chambres. J'ai établi un important canal de communication entre les Chambres et le reste du Tribunal. J'ai entrepris un examen des pratiques de travail de la Chambre d'appel, et élaboré le Plan de réforme de la Chambre d'appel. Le plan a été adopté par les juges lors d'une session plénière, et les réformes proposées ont été appliquées. Parmi celles-ci figurent des amendements au Règlement de procédure et de preuve du Tribunal, l'adoption d'instructions pratiques et des méthodes de travail améliorées.

7 mars 1997 – 31 mars 2000 : Tribunal pénal international des Nations Unies pour l'ex-Yougoslavie, La Haye (Pays-Bas)

Juriste

Mon rôle a considérablement évolué à mesure que le Tribunal s'est agrandi. Au départ, j'ai été recruté comme juriste P4 pour diriger le deuxième procès du Tribunal, et son premier procès avec plusieurs accusés, que l'on considère comme un jugement de référence du TPIY. Ce procès complexe a mis en présence quatre accusés et une équipe de la Défense très active. Mes principales tâches étaient notamment les suivantes : superviser l'équipe d'avocats, contrôler et examiner des projets de décisions, ordonnances et mémorandums, conseiller des juges sur des questions juridiques procédurales et de fond, communiquer avec la défense et l'accusation, superviser la recherche et la rédaction de jugements. À l'achèvement du procès en novembre 1998, j'ai été affecté à l'appui aux juges de la Chambre d'appel. Les tâches étaient les suivantes : développer et mettre en œuvre le programme de travail des Chambres d'appel du TPIY et TPIR, fournir un conseil juridique aux sept juges d'appel (Secrétaire général adjoint), superviser la recherche et la rédaction de décisions des Chambres d'appel.

1994 - 1997: Special Broadcasting Service (SBS), Sydney (Australie)

Conseiller principal de politique

Conseil juridique et de politique détaillé, réponses ministérielles et démarches gouvernementales sur diverses questions pour le Conseil et l'exécutif du *Special Broadcasting Service* (« SBS ») ; formulation d'instructions de politique ; représentation du SBS au sein des syndicats de radiodiffusion de l'Asie pacifique et de l'Europe et d'autres comités nationaux et internationaux ; fournir des services au Conseil du SBS et au Comité consultatif communautaire, notamment en organisant les réunions mensuelles et en y assistant ; organiser des accords de coopération internationaux entre le SBS et d'autres sociétés de radiodiffusion.

1989 – 1993 : Organisation de coopération et de développement économiques, (OCDE), Paris (France)

Responsable juridique/de politique

Planifier, mener des recherches et rédiger des rapports sur des actions politiques nationales et internationales et des questions juridiques relatives à la propriété intellectuelle, l'environnement, le développement, les lignes directrices de l'OCDE pour la sécurité des systèmes informatiques, la protection des données personnelles et de la vie privée et l'énergie ; j'ai assuré des services, l'organisation et la représentation de l'OCDE à des

réunions internationales de haut niveau et ateliers ; agi en tant qu'Assistant spécial du Directeur exécutif et du Directeur exécutif adjoint de l'Agence internationale de l'énergie.

1986 – 1988 : 1 Dr Johnson's Chambers, Temple, Londres (Royaume-Uni)

Assistant juridique de Geoffrey Robertson, Avocat de la Cour

Étudiant : recherches juridiques, rédiger des documents et discours sur le droit international, les droits de l'homme et la propriété intellectuelle ; présence dans le prétoire ; rédaction de projets de scénarios pour le programme télévisé australien « *Hypotheticals* ».

1986 – 1988 : British Film Institute, Londres (Royaume-Uni)

Conseiller pour les questions juridiques et de politique

Seul responsable de la négociation menée à bien d'une modification apportée au droit d'auteur par les Chambres du parlement au Royaume-Uni ; j'ai élaboré des documents d'instruction et d'opinion sur des questions de propriété intellectuelle et de censure ; j'ai informé les hommes politiques et les départements gouvernementaux ; j'ai organisé le Festival du Film de Londres en 1987.

1985 – 1986 : Président de la Cour d'appel des Nouvelles-Galles du Sud, Sydney (Australie)

Adjoint au juge Michael Kirby

Présent au Tribunal en tant qu'assistant du juge ; j'ai entrepris des recherches et analyses juridiques de fond ; j'ai rédigé des décisions et ordonnances ; j'ai communiqué avec des membres du pouvoir judiciaire, des hommes politiques, des conseillers, les médias et le public ; j'ai organisé des fonctions administratives de la Cour.

1984 - 1985: Australian Film Commission, Sydney (Australie)

Juriste adjoint

J'ai présenté des avis juridiques sur les diverses fonctions statutaires de la Commission ; j'ai entrepris des recherches juridiques ; j'ai traité des demandes d'accès à l'information.

### **Diplômes universitaires**

- Maîtrise en droit (avec mention) : London School of Economics and Political Science, Université de Londres (Angleterre), 1988
- Licencié en droit, Université de Sydney (Australie), 1984
- Licencié en sciences, Monash University, Melbourne (Australie), 1980

### **Qualifications et formations professionnelles**

- Formation des Nations Unies sur l'interdiction de la discrimination, du harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et de l'abus de pouvoir – (juin 2011)
- Formation de la Freshwater Academy en stratégie de la communication et interviews pour les médias – (novembre 2010)
- Formation de la Freshwater Academy en stratégie de la communication et interviews pour les médias – (avril 2010)
- Atelier sur l'éthique et l'intégrité destiné au personnel directorial supérieur (Nations Unies - février 2007)
- Formation du personnel de direction en matière de gestion (Nations Unies - avril 2005)
- Atelier sur les techniques de négociation fondées sur la collaboration (Nations Unies - novembre 2002)

- Avoué, Lincoln's Inn, Londres (Angleterre) - admission le 3 mai 1988
- Avoué/avocat, Cour suprême de l'État de Victoria - admission le 5 mai 1986
- Avocat, Cour suprême de l'État de la Nouvelle-Galles du Sud - admission le 6 juillet 1984

### **Langues**

Anglais : langue maternelle

Français : courant (diplôme d'aptitude linguistique en français de l'Organisation des Nations Unies, Diplôme de Langue Française, Alliance Française 2001)

### **Publications (liste non-exhaustive)**

- International Criminal Law Review, co-éditeur, Kluwer, publication trimestrielle, depuis le volume 1 publié en décembre 2001.
- Man's Inhumanity to Man (L'inhumanité de l'homme envers l'homme) – articles en hommage à Antonio Cassese, co-éditeur, Kluwer, juin 2003.
- Articles sur les procédures et les éléments de preuve au TPIY en hommage à Gabrielle McDonald, co-éditeur et auteur du chapitre intitulé : Interlocutory Appeals before the ICTY, Kluwer, décembre 2000.
- The Times Educational Supplement, 29 avril 1988 - Empowering Teachers Under the new Copyright Bill (En favorisant une autonomie accrue des professeurs).
- Journal of Media Law and Practice, décembre 1987 - The Copyright, Designs and Patents Bill (La loi sur le droit d'auteur, les conceptions et les brevets).
- The Producer, novembre 1987 - Film Production under the New Censorship Laws (La production de films sous les nouvelles lois de la censure).
- The Listener, 5 mai 1987, page 28 - Offensive Act? (Un acte scandaleux ?).

## 5. Martens, Ralph (Allemagne)

(Original : anglais)

### Résumé de l'expérience professionnelle

Depuis mon départ de la Cour pénale internationale en septembre 2009, j'occupe la fonction de Directeur administratif du Laboratoire européen de biologie moléculaire (EMBL), pour lequel je suis responsable du budget, des finances, des bourses, de l'aspect juridique, des ressources humaines, des achats, de l'informatique, des services généraux, de la gestion des installations, de la sécurité et de l'administration. À ce titre, je suis aussi responsable, relativement à toutes les questions administratives, de toutes les relations de travail avec le comité des finances et le Conseil - vingt pays membres.

J'ai pu étendre et approfondir ma vaste expérience en gestion d'organisation en fournissant des services dans des environnements exigeants et difficiles, ce qui me donne d'importantes qualifications pour le poste de Greffier :

Plus de 25 ans d'expérience en matière de direction et de gestion, acquise au sein d'organisations internationales tant du secteur privé que du public, dans les environnements culturels les plus divers, en ayant sous ma responsabilité directe plus de 400 personnes.

Capacité de motiver, diriger, administrer et former du personnel, d'où la création d'une atmosphère de travail se traduisant par l'utilisation des ressources la plus efficace possible. Relations et négociations avec les représentants du personnel afin de créer un environnement de traitement égalitaire et équitable.

États de services avérés dans l'établissement et la gestion de budgets, excellente connaissance des technologies de l'information et de la communication, avec notamment plusieurs déploiements d'ERP (SAP). En tant que Directeur des services administratifs communs, élaboration du budget de la Cour, négociations pour ce faire en interne et en externe et mise en œuvre dudit budget, pendant plusieurs années. Présidence du Comité consultatif pour les technologies de l'information, ayant conduit le premier plan quinquennal de la Cour avec les investissements en informatique et la mise en œuvre du système de gestion des documents.

Compétences professionnelles en gestion du changement, démontrées lors de nombreuses réformes de direction et d'améliorations dans l'administration de diverses grandes entreprises, publiques et privées. Elaboration et mise en œuvre, avec mes collègues du Bureau du Procureur et de la Présidence, du premier plan stratégique de la Cour et de l'évaluation des risques ; intégration des objectifs en découlant dans le système d'évaluation des performances.

Compréhension étendue du cadre juridique des organisations internationales, ainsi que de leurs règles et réglementations ; prestation de conseils et services juridiques garantissant une bonne mise en œuvre et un respect adéquat de ce cadre.

Grande maîtrise des projets de logistique et d'infrastructures à grande échelle. Etablissement de la Section des opérations hors siège et supervision de l'établissement en Ouganda, en RDC, en République centrafricaine et au Tchad des bureaux extérieurs. Responsabilité pour l'emménagement de la Cour dans les bâtiments de la Hoforen et de Haagse Vest.

Capacité avérée d'établir de bonnes relations avec le Bureau du Procureur et la Présidence. Conseils auprès du Greffier ou représentation de celui-ci dans tous les comités consultatifs ou exécutifs inter-organes, tels que le Conseil de coordination, le Comité de contrôle, les réunions de la Présidence, Tricom, les locaux permanents, etc.

Grande expérience de communication réussie avec l'Assemblée des États parties à la Cour, le Comité du budget et des finances, les Groupes de travail de La Haye et de New York, l'État hôte et les ONG, avec l'aptitude réelle à travailler, rédiger et communiquer en deux langues.

Je suis certain d'avoir la capacité avérée de diriger le Greffe et de garantir que cet organe fournit les services nécessaires au travail de cette importante Organisation qu'est la

Cour afin qu'elle remplisse son mandat de la manière la plus efficace possible. Mes talents interpersonnels et éthiques ainsi que mon expérience dans la création de l'esprit d'équipe au sein d'un environnement multiculturel me permettraient, en tant que Greffier, d'apporter une contribution significative au développement de la Cour.

En raison du poste que j'occupais précédemment, notamment de Greffier par intérim de la CPI, la Cour pourrait tirer parti au mieux de l'expérience et de l'expertise qui sont miennes. Quant à moi, être choisi pour ce poste représenterait une reconnaissance du travail que j'ai déjà accompli et constituerait un immense honneur, ainsi qu'un défi bienvenu au service, de nouveau, de l'une des Organisations les plus importantes au monde.

## Curriculum vitae

### Expérience professionnelle

2009 : Laboratoire européen de biologie moléculaire (EMBL), à Heidelberg (Allemagne)

Organisation de recherche scientifique parmi les plus prestigieuses au monde, le Laboratoire européen de biologie moléculaire porte haut l'étendard européen dans le domaine des sciences de la vie. Cette organisation intergouvernementale a été établie afin de promouvoir la biologie moléculaire en Europe en offrant aux jeunes biologistes européens talentueux un lieu de travail qui soit une alternative attirante par rapport aux Etats-Unis. Avec à l'heure actuelle 20 pays membres et un budget de 180 millions d'euros pour 2012, le laboratoire emploie quelque 1 700 employés.

Directeur administratif

- Direction et administration des finances, du budget, du service des bourses, des RH, de l'informatique, des achats, de la logistique, de l'aspect juridique, de la sécurité, de la gestion des installations, des services du personnel et de l'administration ;
- Élaboration et mise en œuvre du premier plan stratégique et de la gestion des risques du Laboratoire ;
- Analyse du règlement et du statut relatifs au personnel ;
- Révision de divers processus opérationnels ;
- Déploiement des outils de reporting SAP comprenant Business Objects et Business Warehouse ;
- Négociation de divers accords avec les pays hôtes et autres autorités gouvernementales ;
- Responsable de toutes les questions relatives aux associations du personnel ;
- Président du conseil de la fondation des dotations de l'EMBL.

2004–2009 : Cour pénale internationale, La Haye (Pays-Bas)

La Cour pénale internationale a été établie par le Statut de Rome, entré en vigueur en 2002, afin de poursuivre les auteurs des crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale, à savoir les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Directeur des services administratifs communs

- Direction et administration de l'informatique, des finances, du budget, du contrôle de gestion, des RH, des achats, des services généraux, de l'administration et des opérations hors siège ;
- Élaboration, négociation et mise en œuvre du budget annuel de la Cour ;

- Élaboration du premier plan stratégique de la Cour ;
- Établissement de l'infrastructure opérationnelle en République démocratique du Congo, en Ouganda, au Tchad et en République centrafricaine ;
- Responsable, sur divers sujets, des relations de travail avec les 108 États parties, l'État hôte et le Comité du budget et des finances ;
- Réorganisation de tous les départements administratifs ;
- Élaboration de diverses stratégies en matière de ressources humaines ;
- Déploiement de SAP/R3 avec les modules FI, achats, RH et Business Warehouse.

1997–2004 : Informa Group plc, Londres (Angleterre)

Un des leaders mondiaux en système d'information B2B, générant un chiffre d'affaires de plus de 320 millions de GBP dans plus de 180 pays avec 3 500 conférences et 1 500 publications.

2000–2004 : Informa Operations Group, Londres (Angleterre)

Président-directeur et directeur du conseil

- Responsabilité opérationnelle durant la fusion, et après celle-ci, pour la consolidation de l'informatique, des finances, des services aux consommateurs, du marketing, du publipostage, de la distribution, de la logistique et d'autres fonctions relatives aux services administratifs avec 22 locaux dans Londres et aux alentours, générant un chiffre d'affaires de 200 millions de GBP, avec un budget total de 25 millions de GBP ;
- Fusion de toutes les entités juridiques et consolidation de tous les départements dans une même entreprise ;
- Fusion de tous les départements informatiques, consolidation de deux réseaux principaux de données en un seul ; déploiement de la première application destinée aux médias SAP IS au Royaume-Uni pour 800 utilisateurs en moins de huit mois ;
- Gestion de tous les contrats de distribution pour plus de 100 000 publications et 20 millions de documents à envoyer dans le monde entier ;
- Consultant de 2002 à 2004, appuyant toujours le Groupe Informa ;
- Consultant également auprès d'entreprises familiales et de petites entreprises dans diverses industries ; processus de due diligence aux fins d'acquisition d'une entreprise dans l'industrie des médias.

1997–2000 : Euroforum Deutschland GmbH, Düsseldorf (Allemagne)

Filiale allemande d'Informa Group plc, organisant 1 000 conférences avec un chiffre d'affaires de plus de 100 millions de DEM ET 240 employés ;

Président directeur

- Responsabilité opérationnelle pour les finances, le contrôle de gestion, l'informatique, les RH, les achats, les services aux clients, les services de marketing, le publipostage, la publication assistée par ordinateur, l'impression, les technologies liées aux conférences, le parrainage, l'événementiel et la filiale autrichienne ;
- Mise en œuvre d'un système de contrôle avancé, incluant une structure complète de contrôle de la rentabilité ;
- Réorganisation du domaine entier de responsabilité ;
- Restructuration de toutes les divisions commerciales ;

- Externalisation de toutes les fonctions non critiques pour l'entreprise ;
- Mise en œuvre d'une coentreprise avec un des principaux journaux financiers suisses.

1985–1997 : Döhler GmbH, Darmstadt (Allemagne)

Entreprise non cotée ayant un chiffre d'affaires de 800 millions de DEM produisant des ingrédients pour nourriture et boisson - y compris leur acheminement vers les marchés de l'industrie et de la distribution, dotée de 20 filiales sur 3 continents et d'agents présents dans le monde entier.

1991–1997 : Döhler America, Inc., Princeton, New Jersey

Président et directeur

- Responsabilité opérationnelle pour l'importation, le développement, la production, le marketing et la vente d'ingrédients pour l'industrie alimentaire américaine et la distribution ;
- Responsabilité pour la zone d'Amérique du Nord et du Sud ;
- Restructuration et repositionnement de deux filiales.

1989–1991 : Döhler Vertriebs GmbH, Darmstadt (Allemagne)

Directeur financier

- Rôle-clé dans l'équipe de direction qui a négocié la dissolution d'une coentreprise de 100 millions de DEM avec des opérations aux États-Unis, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, en Espagne, en France et au Portugal ;
- Responsabilité ensuite des finances, du contrôle de gestion, de l'informatique, des achats, du contrôle des stocks, de la gestion des produits et des comptes-clés pour la filiale allemande, avec des recettes de plus de 50 millions de DEM.

1989–1991 : Döhler GmbH, Darmstadt (Allemagne)

Responsable-adjoint de division

- Responsabilité opérationnelle pour les finances, le contrôle de gestion, l'informatique, la gestion des produits et toutes les filiales dans le monde pour la Division Alimentation ;
- Élaboration et administration du plan de marketing stratégique, consolidation des activités des filiales ;
- Conception et mise en œuvre du système international de contrôle et de planification.

1987–1989 : Chef du contrôle de gestion du groupe

1985–1987 : Assistant du conseil d'administration

## **Éducation**

Diplom-Kaufmann (MBA), Université Justus-Liebig Giessen (Allemagne) - 1985

Matières principales : organisation/administration, stratégie/planification de la production, marketing

## **Langues**

Allemand langue maternelle

Excellentes connaissances en anglais

Notions de français et d'espagnol

## 6. Mbaidjol, Ngonlardje Kabra (Tchad)

(Original : anglais)

### Résumé de l'expérience professionnelle

Très solides connaissances et possède le profil adéquat pour assumer les responsabilités liées à ce poste, en raison des connaissances et de l'expérience professionnelles des processus de prise de décision et des politiques à haut niveau, acquises progressivement en conséquence de divers postes de direction occupés tant au siège des Nations Unies que dans des agences sur le terrain. Ai développé des capacités cohérentes dans la gestion de fonds publics internationaux et d'autres ressources, notamment lors d'opérations d'urgence complexes à grande échelle ; en possession d'états de service d'excellente gestion et capacité avérée d'analyser les situations, de planifier et d'établir les priorités afin de garantir l'efficacité, le respect des engagements et la maximisation des résultats afin d'atteindre les objectifs fixés. Au cours de 30 ans de carrière, principalement au sein des Nations Unies, ai bénéficié d'opportunités ayant amélioré pratique et capacités personnelles dans la direction et la planification stratégique, y compris dans la mise en œuvre et le suivi de projets et d'exigences budgétaires, tout en assurant l'analyse globale pour identifier les questions connexes, fournissant des conseils à la direction exécutive, rédigeant des rapports et gardant les autres parties prenantes informées des résultats et des défis à relever.

Ai développé des capacités de négociation et de médiation, un esprit d'initiative et un jugement sûr, des capacités analytiques, une perspicacité diplomatique et politique dans le traitement de situations sensibles et de défis opérationnels - dans les fonctions suivantes : fonctionnaire, à la tête d'une équipe, directeur, représentant régional ou national - un suivi d'opérations tant courantes que pratiquées dans des situations d'urgence, impliquant de multiples partenaires locaux, régionaux et internationaux, des ressources en personnel importantes, dans le respect des principes des Nations Unies ainsi que du Règlement financier et des règles de gestion financières de l'Organisation. Ai suivi des formations de direction pour des postes élevés, et acquis par la pratique une expérience professionnelle avérée dans des capacités pertinentes telles que : inciter des partenaires locaux, régionaux et internationaux à s'engager, représenter l'Organisation, créer et entretenir un esprit d'équipe dans un environnement multiculturel et mobiliser des ressources en vue de la mise en œuvre d'un programme de travail. Plus important, états de service avérés dans la supervision de services considérables aux agences des Nations Unies, et représentation du Haut-Commissaire ou du Secrétaire général, selon que de besoin, dans des réunions tenues par les institutions des Nations Unies, et réponses aux demandes des parties prenantes.

En tant que coprésident du Comité des nominations, des promotions et des affectations du HCR pendant deux années consécutives, suis au cœur de la mise en œuvre des politiques et directives relatives au personnel. Apporterai ces capacités à la Cour si sélectionné pour le poste de Greffier, difficile mais motivant. De plus, puis apporter une valeur ajoutée à l'équipe qui appuie la Cour, certes en tant que cadre aguerri et avocat des droits de l'Homme actif dans l'humanitaire mais aussi en tant que fonctionnaire expérimenté en matière d'éthique, car les fonctions de Directeur du Bureau de la déontologie du HCR ont enrichi ma capacité personnelle d'opérer efficacement dans un environnement multiculturel, et d'encourager une culture du professionnalisme, de l'intégrité, de la responsabilité et de la transparence dans le travail. Expérience personnelle de la mobilité dans divers postes, facilitant l'intégration dans de nouvelles équipes, et renforçant la capacité personnelle d'établir de bonnes relations avec les collègues et des personnes de tous horizons. Ai appris à travailler sous pression avec des délais serrés, dans des conditions de travail stressantes, en raison d'expérience dans des opérations d'urgence complexes comprenant des questions de sécurité pour le personnel/les bureaux. Pleinement conscient de l'aspect sensible de la gestion et de la conservation des bases de données, ainsi que des questions connexes en matière de technologies de l'information. Parle anglais et français, travaille dans ces deux langues, et possède des notions d'espagnol et d'arabe.

## Curriculum vitae

### Présentation

Responsable des Nations Unies avec une expérience étendue de la direction, des capacités de gestion du changement, des conseils en direction, du service des organes internationaux, de l'administration du personnel, de la sécurité des fonctionnaires et des bureaux ainsi que de la gestion des ressources (y compris dans des opérations à grande échelle sur le terrain et dans des situations d'urgence complexes), dans le respect du règlement financier et des règles de gestion financière des Nations Unies ainsi que du statut et du règlement du personnel des Nations Unies. Formé à la gestion, au suivi et au reporting de projet, avec une expérience étendue dans la direction et la technique ; connaissances avérées de la planification du budget, du suivi de la mise en œuvre et de la retransmission des résultats aux parties prenantes ; polyvalence dans l'expérience et les capacités grâce à la mobilité dans les postes occupés. Expérience avérée pour maximiser la capacité de l'agence des Nations Unies d'inciter les fonctionnaires et les hauts responsables à s'engager en faveur de pratiques déontologiques dans la direction afin d'améliorer l'efficacité des opérations. Formation en capacité de direction à haut niveau pour les Nations Unies, en capacités de gestion du personnel et en déontologie pour les Nations Unies.

Fonctions statutaires dans l'aide aux victimes de violations des droits de l'Homme (personnes ou groupes) et dans leur protection, avec notamment la supervision des mécanismes de plaintes sur le terrain pour la protection contre les et l'exploitation sexuels. Capacités avérées d'organiser et de mener des ateliers de formation et des recherches en éthique et en respect des règles, dans la gestion des conflits et dans la médiation, dans le droit international des droits de l'Homme et dans le droit humanitaire. Expérience étendue des missions d'enquête, dans l'enregistrement et l'administration des demandes individuelles et des informations du pays d'origine, dans la collaboration entre les départements pour maximiser des résultats et dans la transmission d'informations aux médias, aux universités, aux groupes de défense et aux représentants d'États membres sur les défis et les résultats opérationnels. Formé aux communications avec les médias, aux capacités de négociation, à la médiation et à la résolution de conflit. Excellentes connaissances en anglais et en français. Notions d'arabe et d'espagnol.

### Informations personnelles

Nationalité : tchadienne

Situation familiale : marié

### Éducation

1979-1985 : Université de Genève (Suisse), Institut des Hautes études internationales et du développement, doctorat en Sciences politiques (juin 1985)

1977-1979 : Université du Cameroun, Yaoundé, Institut des relations internationales du Cameroun, diplôme du 3<sup>ème</sup> cycle (juin 1979)

1972-1975 : Université du Tchad, N'djamena, Licence es Sciences juridiques (juin 1975)

1974-1975 : École Nationale d'Administration (ENA), N'djamena, diplôme du 3<sup>ème</sup> cycle de l'ENA (juin 1975)

1973-1974 : ENA, N'djamena, diplôme du 2<sup>ème</sup> cycle de l'ENA (juin 1974)

### Expérience professionnelle

09/2009-01/2012 : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), président du conseil consultatif pour la direction et le personnel, Directeur du Bureau de la Déontologie

Organiser, diriger et favoriser le dialogue entre fonctionnaires et direction sur l'administration des ressources humaines, les responsabilités respectives des

fonctionnaires et de la direction, et les conditions de service du HCR, en vue de créer des conditions permettant d'améliorer l'exercice des fonctions statutaires internationales de l'Agence, conformément au règlement et aux règles des Nations Unies gouvernant les ressources humaines et régissant les fonds internationaux publics. Procéder à la formulation et à l'élaboration. Diffuser et promouvoir les politiques déontologiques conformément aux normes de conduite communes aux fonctionnaires internationaux aux fins d'encourager une culture de l'intégrité et de promouvoir un cadre de travail caractérisé par les normes éthiques les plus élevées qui soient. Recevoir et analyser les plaintes d'informateurs internes craignant une vengeance et soumettre de tels cas à l'enquête du bureau de l'inspecteur général, voire proposer des mesures disciplinaires de suivi à la section des ressources humaines, au service des conseils juridiques et au bureau exécutif. Mettre en œuvre le programme de transparence financière des Nations Unies en tant qu'outil de gestion des risques afin de prévenir ou diminuer les conflits d'intérêts au sein du HCR. Élaborer des mécanismes de plainte pour le terrain afin d'améliorer le travail du HCR pour la protection des personnes contre les abus et l'exploitation sexuels. En tant que membre externe du comité d'éthique de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), participer au travail du comité en vue d'assurer le contrôle du programme d'éthique de la FAO. Collaborer avec d'autres officiers s'occupant de déontologie aux Nations Unies aux fins de garantir la cohérence dans les avis prononcés ainsi que la qualité des services fournis à la direction et au personnel des Nations Unies.

12/2006-07/2009 : Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme (HCDH), Directeur du bureau de New York

Planifier, mettre en œuvre et suivre le budget du bureau de New York, assurer l'administration et la supervision de l'ensemble des ressources, fournir une direction, notamment stratégique, au bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme basé à New York. Participer à l'ensemble du processus de décision en tant que membre de l'équipe de hauts responsables. Fournir des services aux agences s'occupant des traités relatifs aux droits de l'Homme durant leurs sessions à New York. Préparer des notes sur les questions des droits de l'Homme à l'attention du Haut-Commissaire ou du Secrétaire général dans les forums internationaux. Présider des réunions de groupes de travail et d'ateliers pertinents. Fournir des rapports spécifiques sur la question au Haut-Commissaire ou aux pays membres. Fournir au Président entrant du Conseil de sécurité des rapports mensuels sur les défis rencontrés par les droits de l'Homme dans le monde ainsi que sur les problèmes spécifiques à tel ou tel pays. Organiser des forums informels sur les droits de l'Homme au siège des Nations Unies et travailler avec le bureau des conseils juridiques ou encore avec des pays membres amis afin de promouvoir l'adhésion aux traités relatifs aux droits de l'Homme, au moment des sessions de midi du Secrétariat. Mener des missions d'enquête et établir des contacts spécifiques au nom du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme.

02/2003-11/2006 : UNHCR, directeur adjoint/directeur par intérim de la division de la protection internationale

Fournir une supervision générale dans le monde entier, une direction, une ligne directrice stratégique et un programme de travail sur la protection internationale des réfugiés et d'autres personnes dont s'occupe le HCR, avec une attention particulière portée aux services de protection pour l'administration des opérations sur le terrain, appuyer les demandes de réinstallation des victimes sur les abus contre les droits de l'Homme en tant qu'outil de protection, enregistrer les informations sur les pays d'origine afin de garantir l'administration des bases de données et d'améliorer l'efficacité dans la prestation des services. Chapeauter la supervision, la sélection et la formation du personnel de protection à l'international. Coprésider le Comité

des nominations, des promotions et des affectations du HCR afin de conseiller le Haut-Commissaire en matière de gestion des ressources humaines. Revoir les politiques et les procédures pour effectuer des changements dans la fusion des fonctions opérationnelles et améliorer les services fournis, y compris en ce qui concerne l'âge, le genre et la diversité dans les programmes du HCR ; participer aux sessions du comité de révision des opérations, à l'exercice de planification générale du budget, à la direction imprimée en matière de services de protection à l'international. Mener des missions sur le terrain pour la protection internationale. Communiquer résultats et défis en la matière aux médias et aux groupes de défense. Rédiger des rapports sur les résultats et les défis rencontrés à l'attention du comité exécutif et de la communauté internationale des donateurs, et répondre à leurs questions.

04/2000-01/2003 : UNHCR, représentant pour la région du centre de l'Afrique

Basé à Kinshasa (RDC). Superviser, guider et s'occuper de la direction stratégique des bureaux sur le terrain dans la sous-région avec une attention particulière aux défis en matière de sécurité du personnel dans un contexte de travail hostile. Revoir les budgets opérationnels pour les adapter aux changements résultant des importants mouvements de population dans les opérations d'urgence complexes menées par le HCR dans la région des Grands Lacs en Afrique. Assurer la coopération avec la Mission de maintien de la paix des Nations Unies (MONUC) et autres bureaux en Afrique pour assurer efficacement les services fournis. Appuyer les institutions judiciaires nationales et les administrations locales afin d'améliorer la protection des réfugiés. Continuer les négociations avec les parties en guerre afin d'améliorer l'accès aux victimes de guerre et de violations des droits de l'Homme, et remplir les devoirs statutaires. Organiser des visites du Haut-Commissaire dans le pays afin d'entretenir les relations avec la RDC et la République du Congo lors des périodes où les relations internationales étaient tendues dans la région des Grands lacs.

07/1996-03/2000 : UNHCR, Directeur adjoint, bureau de liaison de New York

Assurer les fonctions de liaison avec les agences principales des Nations Unies, les comités exécutifs des Nations Unies, les missions permanentes des pays membres, les représentants des ONG, les médias et les groupes de défense, pour les informer des défis et performances du HCR en matière de protection internationale. Fournir la contribution du HCR au Secrétaire général pour son rapport au Conseil de sécurité sur les questions humanitaires. Présenter et défendre le budget-programme du HCR lors des sessions du comité consultatif des Nations Unies, et entretenir un dialogue construit lors de ces sessions relativement aux opérations du HCR sur le terrain.

12/1992-07/1996 : UNHCR, représentant régional adjoint pour l'Afrique de l'Ouest/juriste

Accomplir des activités juridiques en relation avec les devoirs statutaires internationaux du HCR dans seize pays d'Afrique de l'Ouest. Former les officiers de police et le judiciaire au droit humanitaire et au droit des réfugiés. Concevoir le programme de protection internationale et les exigences budgétaires pour la prestation de services de qualité dans la sous-région. Superviser les aspects administratifs et financiers ainsi que les services à la communauté des conseils et des sections juridiques des bureaux sis dans les pays. Entreprendre des missions d'enquêtes pour appuyer les fonctions statutaires du HCR et transmettre des rapports au Haut-Commissaire et aux autres parties prenantes. Négocier l'accès aux prisons et aux centres de détention pour améliorer les services fournis aux personnes dont le HCR s'occupe. Coopérer avec d'autres acteurs tels que le CICR et les ONG internationales pour améliorer l'information sur les défis en matière de protection internationale et mieux évaluer la situation des victimes de violations des droits de l'Homme.

11/1988-12/1992 : UNHCR, représentant au Burundi

Représenter le Haut-Commissaire et assurer des responsabilités de direction dans le bureau du pays. Élaborer et adapter la planification du budget, la mise en œuvre et le suivi dans les opérations complexes relatives aux réfugiés. Inciter les autorités nationales à appuyer les opérations de protection à l'international. Mettre en œuvre un programme de travail aux multiples facettes pour aider les personnes au retour. Inciter les autorités de l'immigration à faciliter les procédures d'asile et s'assurer que les fonctions statutaires du HCR sont bien remplies. Négocier l'accès aux victimes de guerre dans les zones éloignées et aux personnes telles que les femmes et les enfants réfugiés, ainsi qu'aux demandeurs d'asile dans les centres de détention. Compiler les données appuyant les demandes d'asile des réfugiés et entretenir des relations fortes avec les autres acteurs pour une prestation efficace des services. Être en contact avec les médias locaux pour diffuser des informations sur la protection internationale et pour combattre la xénophobie.

01/1987-10/1988 : UNHCR, juriste/officier supérieur de protection

Conduire les procédures d'éligibilité des réfugiés pour le Gouvernement fédéral du Nigeria, en ligne avec les devoirs statutaires du HCR. Présenter les demandes des réfugiés et des demandeurs d'asile avec les autorités compétentes, se rendre dans les centres de détention pour suivre les cas individuels. Conduire les missions sur le terrain pour enregistrer les migrations nouvelles dans les zones frontalières. Superviser l'assistance fournie aux victimes de violations de droits de l'homme, dans le respect du règlement financier et des règles de gestion financière des Nations Unies. Rédiger le droit national des réfugiés et les procédures d'éligibilité. Organiser des ateliers sur le droit humanitaire impliquant le judiciaire, la police fédérale, les universités et les ONG nationales.

07/1984-12/1986 : UNHCR, juriste/officier de protection associé

Appuyer les opérations sur le terrain pour que les informations juridiques sur les procédures d'éligibilité soient disponibles. Analyser la situation des réfugiés et les informations sur les pays d'origine afin d'identifier les défis devant être relevés et améliorer la qualité et l'efficacité des services de protection à l'international. Entreprendre des missions de terrain pour appuyer les opérations d'urgence. Rédiger les rapports et les communications sur la situation des réfugiés.

09/1975-09/1977 : Gouvernement du Tchad/Ministère des Affaires étrangères et de la coopération, conseiller à l'Ambassade du Tchad au Caire (Égypte) / officier de la coopération internationale

Appuyer l'Ambassadeur dans ses fonctions diplomatiques générales en Égypte. Travailler pour développer les relations sociales, culturelles et économiques entre le Tchad et l'Égypte. Superviser la section administrative et financière de la mission. Négocier les possibilités d'inscription en université et les bourses spéciales pour les étudiants tchadiens. Fournir un appui juridique aux membres de la communauté tchadienne. Participer aux réunions interministérielles tchadiennes préparant les pourparlers bilatéraux ou multilatéraux en matière de coopération économique, sociale et culturelle. Rédiger les projets de coopération à soumettre au directeur s'occupant de la coopération internationale.

## 7. Parker, Lyn (Royaume-Uni)

(Original : anglais)

### Résumé de l'expérience professionnelle

Ma carrière diplomatique antérieure est marquée par une expérience de plus de 20 années en tant que gestionnaire efficace de la fonction publique au Royaume-Uni et à l'étranger, depuis des fonctions d'encadrement intermédiaire dans le gouvernement central du Royaume-Uni – dont deux missions plus importantes à l'étranger –, jusqu'à 8 années en tant que chef de mission à Chypre et aux Pays-Bas.

Dans le cadre de ces fonctions, je n'avais pas uniquement pour charge d'exécuter les directives, mais aussi de gérer efficacement les fonds publics et les ressources humaines dans les limites de contraintes budgétaires, devant garantir une haute exigence de rendement du personnel et assurer des résultats concrets dans un grand nombre de domaines, ainsi qu'une prestation efficace et rentable de service public.

En tant que chef de mission, une bonne aptitude à diriger, une vision stratégique claire, des prises de décision appropriées et une excellente aptitude à communiquer constituaient des conditions impératives. En tant qu'ambassadeur à La Haye, j'ai également pu acquérir une précieuse expérience directe des relations de travail entre la Cour pénale internationale et les États Parties, tout particulièrement grâce à ma fonction de président du Comité de contrôle sur les locaux permanents.

En tant que chef de cabinet du président de la Cour pénale internationale depuis mars 2011, j'ai pris une part active à des travaux inter-organes sur un grand nombre de thèmes de gestion stratégique, concernant notamment le développement et la réalisation du budget de la Cour, son orientation stratégique et le nouveau cadre de gestion des risques ; j'ai également eu la responsabilité du budget de la Justice ainsi que celle de conseiller le président et la présidence sur un grand nombre de questions internes et externes.

Mon expérience professionnelle comprend également un aspect concret de gestion des missions sur le terrain, de gestion de la sécurité et de modernisation des systèmes informatiques. Je peux apporter une solide expérience de la négociation bilatérale ou multilatérale dans un domaine essentiel, celui d'assurer la coopération pratique des États Parties et autres. Sur un plan plus personnel, j'ai plaisir à travailler dans un environnement multiculturel et suis parfaitement à l'aise dans les deux langues de travail de la Cour.

Enfin, j'ai initialement une formation de juriste, titulaire d'un diplôme de droit et possédant une expérience d'enseignement en droit international, entre autres, en tant que professeur d'université, ainsi qu'une expérience pratique acquise par la suite concernant la négociation des accords internationaux, la législation européenne et sa mise en œuvre dans les législations nationales.

### Curriculum vitae

#### Cursus universitaire

Licence (B. A.) en jurisprudence, Université d'Oxford, 1974 (MacKinnon, juriste ; collège Magdalen).

Maîtrise (M. A.) en Études de la Communauté européenne (avec félicitations), Université de Manchester, 1975.

#### Expérience professionnelle

1975-1978 : Maître de conférence en droit, Université de Manchester ;

Enseignement sur un grand nombre de thèmes juridiques, notamment le droit international, la philosophie du droit, le droit des contrats et le droit pénal ;

1978-2010 : Corps diplomatique du Royaume-Uni ;

- 1978-1979 : Département du Contrôle des armements et du désarmement, Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth ;  
Séjours réguliers à Genève en tant que membre du groupe de négociation du Royaume-Uni en vue d'un projet de Traité d'interdiction complète des essais nucléaires avec les États-Unis et l'URSS ;
- 1979-1984 : Apprentissage du grec, puis deuxième/premier secrétaire à l'Ambassade de Grande-Bretagne, Athènes ;  
Analyste responsable de la politique intérieure et étrangère de la Grèce, en ce qui concernait notamment l'intégration du pays à la Communauté européenne (CE) ;
- 1984-1986 : Département de la Communauté européenne (Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth) ;  
Responsable de la politique du marché unique pour la Communauté européenne, négociation du Traité de réforme de la Communauté européenne, 1986 (Acte unique européen) puis adoption consécutive au parlement de la législation d'application pour le Royaume-Uni ;
- 1986-1988 : Secrétaire particulier adjoint du secrétaire d'État aux Affaires étrangères et du Commonwealth, Sir Geoffrey Howe ;  
Responsable de la politique européenne, vis-à-vis de l'Irlande du Nord, de la Défense, des relations Est-Ouest et avec le continent africain ;
- 1989-1991 : Conseiller au secrétariat des Affaires européennes, Bureau du Conseil des ministres ;  
Responsable de l'Équipe de coordination centrale Whitehall pour la politique gouvernementale concernant l'Union européenne, assurant les fonctions de secrétariat pour les comités de ministres et de hauts fonctionnaires compétents, et services de soutien pour l'examen parlementaire de la législation de l'Union européenne ; responsable du budget et des effectifs du Secrétariat européen ;
- 1991-1995 : Chef de la Chancellerie, Haut-Commissariat de Grande-Bretagne, New Delhi ;  
Responsable de l'Équipe du Haut-Commissariat chargée de la politique intérieure et étrangère indienne ; supervision d'une vaste opération consulaire et sur le régime des visas, détermination et suivi des objectifs de postes, et rôle dirigeant important de « chef du personnel » à l'un des postes de l'étranger parmi les plus importants du Royaume-Uni ;
- 1995-1999 : Chef de la Chancellerie/Conseiller politique à la Représentation permanente du Royaume-Uni, Union européenne, Bruxelles ;  
Une grande diversité de responsabilités en matière de politique générale, à l'un des postes les plus importants et les plus exigeants du Royaume-Uni, couvrant notamment les questions institutionnelles et les questions d'effectifs de l'Union européenne ; la stratégie à mener lors de la Présidence du Royaume-Uni et les négociations sur le financement futur de l'Union européenne ; également responsable des ressources, de la direction des finances et du personnel à la Représentation permanente ;
- 1999-2001 : Chef du Service de liaison Whitehall (Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth) ;  
Responsable du Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth chargé des relations de travail avec les autres départements du gouvernement ;
- 2001-2005 : Haut Commissaire de Grande-Bretagne, République de Chypre ;  
Responsable des différentes équipes chargées de gérer les intérêts britanniques complexes à Chypre au cours d'une période à la fois d'intenses

négociations des Nations Unies pour aboutir à une entente et de préparatifs de Chypre en vue de son intégration à l'Union européenne. Également chargé de superviser les services consulaires importants, étant donné le nombre élevé de touristes britanniques visitant Chypre chaque année, ainsi que la présence d'une forte communauté britannique dans l'île ; chargé de la gestion du budget annuel et des ressources humaines ;

2005-2009 : Ambassadeur de Grande-Bretagne, Royaume des Pays-Bas ;

- Chef d'une ambassade gérant les relations bilatérales du Royaume-Uni avec un voisin proche, membre de l'OTAN et partenaire européen ; chargé de la gestion du budget annuel et des ressources humaines ;
- Parallèlement, représentant permanent du Royaume-Uni à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), chargé notamment d'assurer la présidence lors des préparatifs multilatéraux en vue de la Conférence d'examen de la Convention sur les armes chimiques, 2008 ;
- Responsable pour le Royaume-Uni des relations de travail avec les institutions judiciaires et juridiques de La Haye, plus particulièrement avec la Cour pénale internationale et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ;
- Vice-président, puis président du Comité de contrôle des États Parties, responsable des décisions stratégiques concernant le projet de locaux permanents de la Cour pénale internationale (2008-2009) ;
- Membre du Comité des finances du Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (voir ci-dessous) ;

2009-2010 : Différents rôles de stratégie d'entreprise au Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth, notamment :

- Poursuite (depuis fin 2009) de la présidence du Comité de contrôle de la Cour pénale internationale, responsable de la sélection finale et de l'attribution du contrat de conception concernant les locaux permanents de la Cour ;
- Membre du Comité des finances du Bureau, chargé de conseiller le Conseil d'administration en vue d'une gestion efficace du budget de fonctionnement du Bureau pour l'année en cours ;
- Membre du Comité de programme, chargé de superviser le remplacement de l'ensemble du système informatique du Bureau ;
- Examen des capacités d'analyse et de recherche du Bureau ;
- Lecture de travaux permettant d'améliorer les procédures de recherche et d'information dans le cadre de certains recours juridictionnels ;

Décembre 2010 : Quitte le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth afin de poursuivre une carrière en dehors des services gouvernementaux ;

Depuis mars 2011 : Chef de Cabinet du président de la Cour pénale internationale ;

- Aide et conseil au président et à la Présidence dans l'exercice de leurs responsabilités : administration judiciaire, bonne gestion de la Cour dans son ensemble, et relations extérieures ;
- Responsable de la branche judiciaire du budget, s'élevant à 10 millions d'euros ; responsabilité partagée avec de hauts fonctionnaires du Greffe et du Bureau du procureur en vue d'un travail inter-organes sur de nombreux sujets de gestion stratégique.

**Langues**

Anglais

Français

Néerlandais

Grec

## 8. Pierre, Jocelyn (France)

(Original : français et anglais)

### Lettre au Président de la Cour

J'ai l'honneur de faire acte de candidature au poste de Greffier.

Administratrice civile depuis 2009, diplômée de droit, agrégée d'économie, de sociologie et d'administration publique (normalienne), j'ai rempli depuis 1996 des postes variés à responsabilité croissante dans l'administration publique en France et à l'étranger.

Mes employeurs successifs seront prêts à attester que je dispose de la plupart des qualités professionnelles que vous semblez rechercher : capacité à définir une orientation et des objectifs stratégiques généraux et à les faire prévaloir de façon consensuelle, à identifier les problèmes et proposer des solutions, grande capacité de travail, beaucoup de rigueur dans le raisonnement, sens très élevé du service public, capacités élevées de réflexion alliées à un souci permanent de pragmatisme, capacité à travailler de manière autonome en ayant toujours le souci de rendre compte des avancées de son travail, souci d'honorer consciencieusement et efficacement les engagements pris, sens de l'initiative et véritable aptitude à proposer, imaginer et élaborer des solutions et à travailler en équipe, à entretenir des relations interpersonnelles dans un environnement multiculturel et multiethnique, à communiquer clairement à l'oral comme à l'écrit.

Depuis 2009, je pilote un projet de constitution d'une base de données contenant l'ensemble de la documentation administrative opposable pour l'administration fiscale française. Je dispose aussi d'une expérience de chef de bureau, aisément reportable vers vos fonctions administratives. Cette expérience, je l'ai principalement acquise au sein du service de pilotage du contentieux fiscal. J'ai pu y acquérir la connaissance des enjeux représentés par le bon déroulement des procédures judiciaires (respect du formalisme et des dates d'échéance, citations à comparaître, requêtes aux fins de gel d'avoirs) dans une administration particulièrement vigilante aux questions de respect du secret et du respect de la vie privée des citoyens. S'agissant des défis et des possibilités qu'offre une stratégie cohérente de gestion de l'information s'appuyant sur la compréhension des technologies les plus modernes, la succession de mes fonctions sur ce secteur est certainement un point fort de ma candidature.

A 44 ans, je dispose d'une expérience avérée de l'administration en France et à l'étranger, diversifiée tant par les secteurs (éducation, recherche, coopération, fiscalité) que par les fonctions (d'enseignement, scientifique, administrative, fonctionnelle), fondée sur une très solide formation initiale (droit, économie, gestion, sociologie), propre à appréhender les sujets les plus techniques et les plus difficiles. Je suis prête à m'engager sur une période de 5 ans pour mener à bien les missions de greffier de la CPI et serais honorée d'en faire profiter la première juridiction pénale internationale permanente afin de contribuer à mettre fin à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale.

### Curriculum vitae

#### Informations personnelles

Nationalité française

Administratrice civile

Date de naissance : 24 septembre 1968

Mariée, trois enfants

#### Formation et diplômes

2009 : Cycle de perfectionnement des administrateurs civils / École nationale d'administration (ENA)

Scuola superiore della pubblica amministrazione (SSPA) / European Senior Civil Servant Course

Stage à la Cour des Comptes

- 1993 : DEA de sociologie des organisations / Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po)
- 1992 : Agrégation d'économie, gestion administration option droit / École normale supérieure
- 1991 : Certificate of Proficiency in English, option traduction / Université de Cambridge (ESOL)
- 1990 : Maîtrise droit commercial et droit social / Université Paris XI

### **Compétences**

Compétences fonctionnelles :

- Conception, mise en place et suivi de projets
- Élaboration de politiques publiques et de stratégies d'action
- Pilotage d'études et d'évaluations

Compétences techniques :

- MOA métier et AMOA de projet
- Publication de documents complexes
- Conférences, gestion d'équipes et de réseaux
- Enquêtes et traitement de données

Secteurs d'expertise :

- Diffusion et réutilisation des données publiques
- Administration électronique
- Culture
- Recherche
- Coopération internationale
- Fiscalité

Connaissances théoriques :

- Droit
- Economie
- Sociologie
- Statistiques

### **Expérience professionnelle**

Depuis 2009 : Paris

Direction générale des finances publiques / Service juridique de la fiscalité – Chargée de mission auprès du chef de service, responsable de projet

- Pilotage d'un projet documentaire en ligne : base permanente des instructions fiscales (50 000 pages de contenu juridique ré-écrites, 200 rédacteurs, 50 agents de projet, 2 prestataires, 2 millions d'euros)
- Encadrement d'une équipe de 35 juristes

2007-2008 : Paris

Ministère de la culture et de la communication

Responsable de mission

- Rédaction de la charte sur la réutilisation des données publiques culturelles : rapport « Partager notre patrimoine culturel »

- Stratégie globale de la mission, animation du réseau des correspondants dans les directions du ministère et les 78 établissements publics
- Recensement, dépôt, valorisation du portefeuille des marques et de noms de domaine

2006-2007 : Paris

Délégation générale à la langue française et aux langues de France - Chargée de mission

- Mission sur les technologies de traitement des langues humaines (HLT) / « La langue au cœur du numérique »

2003-2006 : Dakar, Sénégal

Agence de l'informatique de l'Etat du Sénégal – Conseillère du directeur général de l'Agence, responsable de projet

- Pilotage de deux projets d'administration électronique :
  - Sites web ministériels (33 ministères, 10 prestataires)
  - « Vos Démarches », site d'information sur les démarches administratives, 3 prestataires (grand prix TIGA 2007 des Nations Unies)
- Gestion des relations avec les partenaires et chargée de mission auprès du Premier ministre, de la Présidence sénégalaise et de l'Ambassade de France sur les TIC, les médias et la culture (SMIS, NEPAD, Fonds de solidarité numérique)

1996-2003 : Paris

Ministère de la culture et de la communication / Département des études, de la prospective et des statistiques

Ingénieure de recherche, chargée d'études

- Responsabilité du programme « TIC » : élaboration de la stratégie globale de recherche sur cet axe, gestion de la recherche (commandes, appels d'offre, publications scientifiques, restitution), rédaction des articles ou des ouvrages, édition
- Recherche (protocole méthodologique, études qualitatives et quantitatives, analyse statistique, publications)
- Coordination des actions du ministère dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour la société de l'information

Auteure et réviseure de nombreuses publications (études scientifiques, notes d'information, articles pour le grand public)

1991-2008

Divers établissements universitaires ou de formation professionnelle – Enseignante en sciences sociales, droit et français langue étrangère, formation continue sur les questions culturelles et l'administration électronique, préparation aux sélections d'administrateur civil et d'administrateur général des finances publiques.

### **Langues**

Français : Langue maternelle

Anglais : Niveau C2 CECRL

Espagnol : Niveau B2 Institut Cervantes

**Logiciels**

- Connaissance des logiciels Microsoft et Open Office ;
- Traitement statistique de données (Kynos Modalisa) ;
- Gestion de projet MS ;
- Administration de sites web (CMS)

## 9. **Preira, Daniel Didier (Sénégal/France)**

(Original : anglais)

### **Résumé de l'expérience professionnelle**

Au cours des 27 dernières années, j'ai occupé diverses fonctions – avec un dévouement total – dans les cours et tribunaux nationaux et internationaux (en tant qu'avocat du secteur privé, puis fonctionnaire supérieur au Greffe au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) et à la Cour pénale internationale (CPI)). En raison même de ces expériences pratiques, j'ai pu acquérir, outre un niveau de responsabilité accru, une connaissance approfondie de la gestion dans le domaine de la justice et du greffe – et plus particulièrement en ce qui concerne le fonctionnement interne du Greffe de la Cour pénale internationale.

J'occupe actuellement, à la Cour pénale internationale, la fonction de Greffier adjoint – poste que j'occupe depuis octobre 2008, lorsque j'ai eu le privilège d'être élu par Messieurs les Juges honorables de la Cour pénale internationale. Ma fonction essentielle consiste à aider et assister le Greffier dans l'exécution de son mandat, à anticiper, planifier, guider et évaluer le travail du Greffe et à effectuer les prestations de service de ce département. Je suis également en charge de la Section des avis juridiques du Greffe. Concernant cette dernière fonction, je l'exerce au titre de conseiller juridique en chef du Greffier.

Auparavant, j'ai occupé la fonction de directeur de la Division de l'aide aux victimes et des conseils à la Cour pénale internationale, où j'ai dirigé et supervisé des sous-unités représentant, considérées dans leur ensemble, une vaste équipe, et aidé les différents Greffiers de la Cour à conduire leur mandat au service et à la gestion des aspects non judiciaires de la Cour dans des circonstances difficiles, au rythme d'exigences sévères mais aussi de contraintes budgétaires strictes. Pendant cinq ans, j'ai occupé les fonctions de chef adjoint, et plus tard d'officier chargé de la Section du conseil et de la défense et de la détention du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR).

De telles fonctions ont exigé que je fournisse toute une série de mesures exécutives, de services de conseils juridiques et stratégiques aux différents Greffiers et Greffiers adjoints dans tous les domaines relevant du pouvoir de leurs mandats. Parmi ces domaines figuraient, entre autres, la gestion stratégique, les services d'assistance juridique, la restructuration et le budget du Greffe – par exemple la politique d'aide juridique, le système de contrôle de gestion ; l'assistance/protection des victimes et des témoins ; participation des victimes et leur indemnisation ; ressources humaines, satisfaction concernant le personnel – leurs performances et leur conduite – ; problèmes de détention et application des peines, ainsi que les questions de conseils et de défense, notamment pour encourager au dialogue et à la coopération avec des professionnels de la justice, et les associations du Barreau national et international. J'ai en outre contribué à l'évaluation et à l'amélioration du travail du Greffe et représenté différents Greffiers au cours des procédures judiciaires et autres réunions officielles. J'exécute ces tâches avec loyauté, compétence, intégrité et professionnalisme. Avant de devenir un fonctionnaire international, j'ai exercé en tant qu'avocat dans le secteur privé pendant plus d'une décennie, où j'ai plaidé avec succès pour mes clients – à tous les niveaux de la procédure – devant des juridictions nationales et étrangères, dans des affaires criminelles, civiles ou commerciales. Pendant quatre ans, j'ai été membre du Conseil d'administration de l'Association du Barreau sénégalais, chargé des relations internationales.

Mon expérience et mes compétences dans des domaines très divers du secteur de l'administration pénale internationale, gestion, services consultatifs en matière de politique générale, complétées par une solide formation universitaire dans le domaine du droit pénal, m'ont préparé à assumer la tâche délicate de contribuer au progrès et au succès de la Cour pénale internationale. En tant que titulaire du poste de Greffier adjoint de la Cour pénale internationale, j'ai pu repérer et observer de près quelles étaient les réussites, mais aussi, ce qui est plus important, ce qui demanderait certaines améliorations en matière de politique générale et dans le mode de fonctionnement du Greffe, de manière à rendre plus efficace et plus rationnel le fonctionnement de ce département.

## Curriculum vitae

### Informations personnelles

Date de naissance : le 19 avril 1959

Nationalité : Sénégalaise et française

### Cursus universitaire

Université de Dakar, Sénégal

Juillet 1984 : Maîtrise en droit privé, avec Félicitations

Juillet 1983 : Bachelor en droit privé

Octobre 1982 : Diplôme en droit général, 2

Octobre 1980 : Diplôme en droit général, 1

### Formation (sélection)

Juin 2008 : Formation approfondie en rédaction juridique et administrative (Sciences Po, programme de formation continue) ;

Janvier 2007 : Formation en techniques de négociations et tactiques de négociation difficile (*Program On Negotiation* de l'École de droit de Harvard).

### Association professionnelle

Depuis 1985 : Avocat et conseiller juridique, membre en règle de l'Association du Barreau sénégalais ;

### Langues

Connaissance courante du français, de l'anglais et du wolof ;

Connaissances de base en espagnol et en portugais ;

### Historique de carrière

Depuis octobre 2008 : Cour pénale internationale, La Haye.

Greffier adjoint

En tant que Greffier adjoint de la Cour, j'aide le Greffier à anticiper, planifier, guider et évaluer le travail du Greffe à tous les niveaux, dans ses prestations de service, et dans la préparation du budget annuel de la Cour. Je fournis des conseils de politique générale au Greffier, à sa demande, sur tous les aspects relatifs au mandat du Greffe. Je fournis des conseils de gestion et d'organisation à l'organe du Greffe. À cet égard, j'ai mené un projet aux fins d'instituer un système solide de contrôle de gestion au Greffe ; le projet est actuellement aux premières phases de sa mise en place. En tant que conseiller juridique principal du Greffier, je dirige, supervise et contrôle le travail de la section des Avis juridiques du Greffe, afin de fournir un service de conseils juridiques unifié au Greffe et aux autres organes de la Cour ; de garantir une cohérence juridique dans l'application et l'interprétation de tous les instruments constitutifs de la Cour et du droit international en général ; et ainsi de protéger les intérêts juridiques de la Cour et de son personnel en réduisant les risques d'exposition juridique de la Cour et de son Greffe. Je représente le Greffier à l'intérieur comme à l'extérieur du Greffe dans tous les domaines relevant de ses compétences ; je dirige, préside et/ou participe à de nombreux groupes de travail à l'intérieur du Greffe ou inter-organes, et à des sessions spéciales sur différents thèmes allant de la restructuration et de

l'efficacité de l'organe jusqu'aux stratégies de la Cour – concernant par exemple les victimes, notamment le rôle des intermédiaires ; examen des textes juridiques de la Cour correspondants ou gestion de la crise *ad hoc* ;

Au nom du Greffier, je conduis certaines initiatives afin de renforcer la coopération et mieux faire connaître et soutenir la Cour pénale internationale grâce aux sommets régionaux et sommets nationaux spécifiques organisés, entre autres, à Tunis (Tunisie), Dakar (Sénégal) et Yaoundé (Cameroun) ;

Août 2004-septembre 2008 : Cour pénale internationale, La Haye ;

Chef de la Division de l'aide aux victimes et des conseils (DVC) ;

J'ai dirigé, supervisé et contrôlé le travail de la Section de la participation et de l'indemnisation des victimes, ainsi que l'ancienne Section d'appui à la défense (rebaptisée Section d'appui aux conseils) dans l'accomplissement des tâches de la Division, conformément aux textes juridiques de la Cour et aux politiques internes correspondantes. Au cours de mon mandat à la tête de la Division, j'ai accompagné et assuré l'évolution, la croissance et le bon développement de ces deux bureaux. J'ai conçu et géré des politiques, des systèmes et procédures afin de traiter efficacement les demandes de participation des victimes dans les procédures judiciaires, ainsi que les indemnisations, conformément aux dispositions légales en vigueur. J'ai également conçu et géré des politiques, systèmes et procédures pour la mise en œuvre du système d'aide juridique de la Cour, d'une manière qui soit à la fois consciente, d'un point de vue économique, du besoin de gérer judicieusement les fonds publics, tout en s'accordant pleinement avec les besoins objectifs des bénéficiaires du système. J'ai fourni des conseils juridiques, procéduraux ou autres au Greffier de manière à résoudre des problèmes juridiques de fond ou de procédure liés à des questions concernant la défense ou les victimes ; j'ai représenté le Greffier devant les Chambres sur des questions connexes, en fonction des exigences ;

J'ai communiqué et collaboré avec différents partenaires et acteurs afin d'encourager et de faciliter la coopération ; j'ai assuré la liaison avec le Bureau du Conseil public pour la défense, et le Bureau du Conseil public pour les victimes de manière à assurer des services juridiques de qualité aux personnes indigentes, suspectes ou accusées, ainsi qu'aux victimes ; j'ai supervisé la gestion et l'organisation du séminaire annuel de la Cour pénale internationale et de programme de formation pour les conseils, j'ai été admis à figurer sur la liste des conseils de la Cour, avec la participation d'environ 200 personnes représentant la profession juridique, des associations juridiques nationales et internationales et des experts des tribunaux et cours spéciales *ad hoc*.

J'ai supervisé toute l'aide fournie par la Division aux représentants légaux des victimes et aux équipes de défense engagées dans des procédures devant la Cour, et encouragé au dialogue et à la coopération les membres des professions juridiques et les barreaux nationaux ou internationaux. J'ai conduit et participé à la formulation et à la mise en œuvre de politiques visant à une meilleure performance et satisfaction du personnel, ainsi qu'à une régulation de la conduite du personnel ; j'ai présidé le Conseil consultatif de discipline ; supervisé la création des organes disciplinaires de la Cour pour les conseils externes ;

Décembre 2003-août 2004 : Tribunal pénal international pour le Rwanda, Tanzanie ;

Officier responsable de la Section du Conseil de la défense et de la détention ;

En tant qu'officier responsable de la Section du Conseil de la défense et de la détention, j'avais pour charge l'ensemble du contrôle juridique des Centres de détention des Nations Unies (CDNU), ainsi que du Service des conseils de la défense. Dans mes fonctions, je me suis occupé, entre autres, de mener la gestion quotidienne de la Section ; en déterminant les priorités à mettre en place et s'inscrivant dans la stratégie d'ensemble définie par le Greffier et le

Greffier adjoint ; en conseillant et en proposant des orientations au Greffier adjoint et/ou au Greffier sur des questions juridiques complexes dans le domaine de la défense ou de la détention ; j'ai rédigé des documents juridiques pour le Greffier et/ou pour le Greffier adjoint ; représenté le Greffier devant les Chambres ou la Présidence en fonction des exigences ; développé et conservé la liaison avec des associations représentatives d'avocats ou de conseillers juridiques : la section sœur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et les représentants des États membres sur le programme d'aide juridique ; conseils de défense et questions liées à la détention. J'ai assuré la gestion du développement et de la mise en œuvre du plan de travail de la Section ; consulté et supervisé le chef adjoint de la Section et le commandant des Centres de détention des Nations Unies, qui étaient responsables de la gestion quotidienne des deux unités de la Section ; je me suis assuré que les liens hiérarchiques étaient clairement connus et respectés ; j'ai fourni des conseils efficaces dans le domaine des orientations générales ; services de soutien juridique et budgétaire au Greffier, fondé sur les résultats ;

Avril 1999-novembre 2003 : conseiller juridique et directeur adjoint du Tribunal pénal international pour le Rwanda, Tanzanie ;

#### Section du conseil de la défense

J'ai assisté le Directeur de la Section dans la gestion opérationnelle quotidienne de la Section ; préparé et conduit à terme des mémoires juridiques en vue de leur soumission par la Section au Greffier adjoint et/ou au Greffier. J'ai vérifié la conformité des Centres de détention des Nations Unies avec les exigences juridiques du Statut, les règles de détention et les normes minimales internationales ; représenté la Section devant les Chambres / le président en fonction des exigences ; supervisé l'évaluation, la certification et l'approbation des horaires de travail et des demandes de paiement des équipes de défense ; préparé le budget de la Section ; assuré la liaison avec le directeur de la Section et, sur sa demande, avec le Greffier adjoint sur tous les aspects du travail de la Section ; j'ai supervisé le travail des subordonnés ;

Avril 1988-avril 1999 : Konate et Preira, Sénégal

#### Associé principal

Avocat et conseiller juridique expérimenté, ayant plus de dix années de pratique et d'expérience; j'ai plaidé avec succès pour des clients nationaux et étrangers devant des juridictions – à tous les niveaux – nationales et étrangères dans des affaires criminelles, civiles et commerciales ; j'ai représenté des accusés poursuivis par des tribunaux pénaux au Burundi pour des chefs d'accusation identiques à ceux qui relèvent de la compétence de la Cour pénale internationale ; j'ai plaidé et négocié avec succès pour des résultats favorables garantis et de fortes sommes d'argent ;

Janvier 1985-avril 1988 : Cabinet Clément Paul Bruce Benoist, Sénégal

#### Avocat stagiaire associé

Sous la direction d'un associé expérimenté du bureau d'avocats, j'ai mené des recherches dans le domaine du droit et rédigé des documents juridiques dans des affaires civiles, criminelles et commerciales. Au nom de l'associé du bureau d'avocats et sous sa responsabilité, j'ai plaidé avec succès pour des clients devant des juridictions nationales et étrangères dans des affaires criminelles, civiles et commerciales ; ayant été confronté à tous les aspects de la pratique d'un avocat et d'un conseiller juridique, j'ai acquis une grande expérience ; j'ai acquis une expérience pratique dans le domaine du contentieux ; j'ai participé à divers procédures, motions, négociations en vue d'un règlement, procès préliminaires et procès ;

**Distinctions**

Novembre 1992 : 3<sup>e</sup> Prix : « Prix du Jeune Barreau belge », concours d'Éloquence ;

Septembre 1991 : 1<sup>er</sup> Prix : « Grand Prix des Secrétaires de la Conférence du stage du Barreau de Paris », concours d'Éloquence ;

Septembre 1990 : 6<sup>e</sup> Prix : « Grand prix de la Francophonie », concours d'Éloquence ;

Septembre 1990 : 2<sup>e</sup> Prix : Concours international de plaidoirie sur les Droits de l'homme, organisée par l'Association du Barreau de Caen.

**Publications (sélection)**

Décembre 2012 : *Statut de Rome de la Cour pénale internationale : Commentaire article par article*. En préparation. J'ai rédigé plusieurs articles sur le Statut de Rome, notamment les Articles 55, 63 et 67.1(d) du Statut de Rome. Cet ouvrage de référence – le premier dans son genre dans le monde francophone – est piloté par le Centre Thucydide et le Centre de recherche sur les Droits de l'homme et le Droit humanitaire, université de Paris II Panthéon-Assas/Éd. A. Pedone.

Novembre 2009 : R. Dixon, Adrian Fulford et K. Khan (éd.) *Archbold, International Criminal Courts, Practice, Procedure and Evidence*, 3<sup>e</sup> éd. 2008, Sweet and Maxwell – rédaction du chapitre 20 ;

Août 2008 : *A Call to the Legal Profession: a Partnership with the International Criminal Court in the Quest of Justice, Peace and Security in the African Continent*, Journal du Barreau d'Afrique du Sud.

**Conférences (sélection)**

J'ai participé tout au long de ma carrière à d'innombrables séminaires et conférences en tant qu'intervenant, sur des sujets allant du droit pénal et du litige commercial jusqu'au droit pénal international, la pratique des tribunaux *ad hoc* et de la Cour pénale internationale, et plus particulièrement le Greffe et ses différentes fonctions ;

- Sur invitation, j'ai été instructeur pour un Barreau sénégalais, à Dakar (Sénégal), sur la question de la responsabilité professionnelle et de la déontologie, ainsi que sur la plaidoirie orale et les compétences oratoires ;
- Sur invitation, j'ai donné une conférence sur le renforcement des capacités juridiques nationales au Rwanda, dans le cadre des rencontres annuelles de l'Association du Barreau rwandais, décembre 2009.

**Compétences informatiques**

MS Word, MS Publisher, WP, Access, Excel, PowerPoint, Internet, TRIM, LiveNote, Casemap, Case-Matrix et Ringtail Legal.

**Bases de données juridiques**

Lexis-Nexis et Quicklaw ; Westlaw/eCarswell ; Jurisprudence Express, ICTY-JDB ; outils juridiques de la Cour pénale internationale.

## 10. Santorum, Claudio (Argentine/Espagne)

(Original : anglais)

### Résumé de l'expérience professionnelle

Juriste possédant 20 ans d'expérience dans la gestion de la réforme juridique et apportant une expertise technique dans les projets d'amélioration de l'état de droit et de la justice pénale, j'occupe actuellement la charge de coordonnateur régional de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour l'Amérique centrale et la région des Caraïbes, visant à renforcer la stratégie de sécurité en matière de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée.

J'ai travaillé pour la Division des Opérations du maintien de la paix des Nations Unies dans le cadre de nombreuses missions sur le terrain, ainsi qu'à la tête d'un projet opérationnel de justice du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) au Timor oriental ; j'ai également travaillé avec la même organisation en tant que consultant pour le soutien aux organes législatifs en Afghanistan. J'ai exercé la fonction de chef de projet au cours du lancement du projet USAID/DPK pour la consultation et l'amélioration des services de justice et de la réforme sectorielle en Haïti. L'ancien chef du Projet USAID pour le Renforcement de la démocratie en Haïti avait travaillé directement avec des membres du parlement haïtien afin d'améliorer les capacités des organes législatifs et de travailler sur certaines questions législatives sur la réforme du droit.

Je possède en outre une solide expérience de travail sur les problèmes de réforme du secteur de la justice, et j'ai occupé les fonctions de directeur régional du Programme de réforme de la loi pénale avec ABA-CEELI en Bulgarie, Bosnie, Moldavie, Roumanie et Ukraine. Alors que j'occupais cette fonction, j'ai travaillé sur certains programmes permettant d'améliorer les performances du système de justice, d'accroître la coopération inter-institutionnelle, rédigé des projets de législation afin d'améliorer le cadre juridique du secteur de la justice, et formé des policiers, des enquêteurs, des procureurs et des juges. En Bosnie-Herzégovine, je me suis spécialement attaché à renforcer et à améliorer la coopération entre les institutions chargées de faire appliquer la loi, les procureurs et les juges d'instruction – élément clé du projet USAID concernant Haïti. J'ai dirigé des projets pour des missions des Nations Unies dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie, et d'Europe de l'Est, notamment à la tête du Bureau de déontologie et de discipline sur une mission des Nations Unies dans le Sahara occidental. Je parle couramment l'anglais, l'espagnol (langue maternelle), le portugais et le français ; j'ai travaillé dans des pays francophones, notamment en Haïti et au Maroc, ainsi qu'au Timor oriental portugais.

### Curriculum vitae

#### Formation universitaire

Maîtrise de droit, Études juridiques internationales, faculté de droit de l'université américaine de Washington ;

J. D., université catholique de La Plata (Argentine).

#### Expérience professionnelle

Depuis 2010 : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), mise en œuvre du pacte de Saint-Domingue et du mécanisme de Managua ;

Coordonnateur régional : basé au Bureau régional de Panama (BRPAN) pour assurer la coordination entre les bureaux extérieurs de l'Office contre la drogue et le crime en Amérique centrale et dans les Caraïbes, et les autorités gouvernementales impliquées, en vue de la réalisation du programme ; préparation de plans de travail chiffrés ; coordination de centres d'excellence ; préparation des TDR pour le recrutement de personnel, consultants et sous-traitants, rencontres, séminaires et ateliers. Supervision de la fourniture d'équipement ; contrôle du budget du programme et préparation des révisions

budgétaires, projets de rapports, documents de travail et toute correspondance liée au projet ; supervision des aspects plus administratifs ; liaison avec les autorités locales, les donateurs et les organisations internationales ; supervision d'un coordonnateur technique basé à Trinidad-et-Tobago, ainsi que de 11 analystes nationaux basés à l'AOR et chargés de faire face aux capacités d'analyse liées au trafic de drogues, à la criminalité transnationale organisée, au trafic d'armes et à la traite d'êtres humains, au blanchiment d'argent, au terrorisme et à la corruption ;

2009-2010 : Chef de projet, consultant de l'Agence américaine pour le développement international (USAID/DPK) pour l'amélioration des prestations de services de justice et des réformes de secteur en Haïti, Port-au-Prince ;

J'ai occupé la fonction de chef de projet depuis le lancement de celui-ci. Direction et contrôle de détails opérationnels sur des questions financières, administratives et de personnel. Direction du contrôle technique de projet, avec pour mission de servir de contact avec le gouvernement haïtien, le système de justice et la société civile. Parmi certains aspects du projet figurent l'amélioration de la sécurité des citoyens dans les zones de forte criminalité grâce à une prestation de service de justice pénale plus efficace ; l'amélioration des mécanismes de justice non pénale, telle que les programmes de déjudiciarisation ; un meilleur accès à des mécanismes alternatifs de résolution des conflits ; un contrôle accru des opérations dans le secteur de la justice ; et un soutien au développement conduit par les Haïtiens d'une stratégie de réforme de la justice. Supervision de toute demande d'évaluation des besoins ou de formation de policiers, procureurs, juges ou autres professionnels liés au domaine de la justice. Création de relations de travail avec les participants ou les organisations de la société civile en rapport avec le système de justice pénale en Haïti, et développement d'une compréhension approfondie et maintenue tout au long de la durée du contrat relatif au développement de ces secteurs en Haïti. Travail en vue d'améliorer la coopération entre la police et le parquet, par la réduction du temps et du nombre d'étapes avant clôture des enquêtes criminelles, et l'amélioration des procédures dans le processus de détention provisoire. Aide visant à renforcer le Bureau d'inspection du Ministère de la Justice ; définitions de normes concernant la nomination, l'évaluation et la discipline des juges ; et développement et mise en œuvre de critères de prestations concernant les juges et les procureurs. Aide permettant une meilleure sensibilisation des usagers du secteur de la justice sur la façon de déposer une plainte, ou pour renforcer les capacités de la société civile à opérer un contrôle et une supervision efficaces des opérations dans ce secteur. Supervision du développement et de la mise en œuvre d'un plan d'acquisition, notamment : modernisation des installations, achats de produits de base, ou modernisation du système de communications. Fourniture de données concernant les besoins en qualification, délais, durées, recrutement et sélection de consultants, et supervision de leur travail. Gestion d'un budget de fonctionnement de projet de 20 millions de dollars, garantissant que les mises à jour ont été présentées au Siège tous les mois, et que les objectifs de dépenses mensuels, trimestriels et annuels ont été respectés. Exigence de rapports complets concernant les plans de travail bimensuels et trimestriels, ainsi qu'autres rapports exigés par l'Agence américaine pour le développement international ;

2008-2009 : Directeur du Bureau de la déontologie et de la discipline, mission des Nations Unies dans le Sahara occidental, Laayoune (Maroc) ;

Mise en place de mesures pour une meilleure sensibilisation aux normes de conduite et pour une amélioration du professionnalisme des experts et personnels civils, policiers et militaires des Nations Unies en mission. Développement et supervision de systèmes de gestion des données permettant de contrôler la mise en œuvre et l'efficacité des efforts menées au cours des missions pour traiter les cas de conduite répréhensible par le

- personnel des Nations Unies chargée du maintien de la paix. Examen et enquête concernant des plaintes pour inconduite ou corruption. Liaison avec différents partenaires et gouvernements concernant la politique et le suivi sur des cas faisant l'objet d'une enquête ;
- 2007 : Conseiller technique en chef/directeur de projet – Programme de justice pour le Timor oriental, dans le cadre du Programme de Nation Unies pour le développement (PNUD) ;
- Direction au service des ressources techniques primordiales dans le cadre d'un programme de coopération et de renforcement des capacités nationales et inter-institutionnelles du Ministère de la Justice (défenseurs publics, centre de formation des juges et prisons), de la magistrature et du Bureau du procureur général. Conception de programmes pour la formation des juges, procureurs et autres fonctionnaires du secteur de la justice, et organisation de voyages d'études, conférences et ateliers. Recrutement, supervision et évaluation du travail de personnels et conseillers locaux et internationaux. Préparation de plans de travail, contrôle de la mise en œuvre et gestion d'un budget de 12 millions de dollars. Conseils d'orientation générale auprès de la Commission de coordination ;
- 2006 : Conseiller politique expert ; Projet de soutien à l'établissement du pouvoir législatif en Afghanistan, dans le cadre du Programme de Nation Unies pour le développement (PNUD) ;
- Fourniture de conseils techniques afin de renforcer le parlement. Travail étroit avec les dirigeants des deux chambres pour définir les besoins et les priorités permettant le renforcement de l'Assemblée nationale. Direction de stages de formation pour les membres de la Commission de l'Assemblée nationale ;
- 2005-2006 : Directeur régional, Association du Barreau américain/Initiative juridique de l'Europe centrale et orientale (ABA-CEELI), Sofia, Bulgarie ;
- Direction d'un programme de réforme du droit pénal en Bulgarie, Bosnie, Moldavie, Roumanie et Ukraine, afin de moderniser le secteur des services de maintien de l'ordre grâce à des modifications d'ordre structurel et législatif. Projet de législation, conception et dispense de programmes de formation pour les policiers, enquêteurs, procureurs et juges. Définition de programmes nationaux et de stratégie de mise en œuvre ; embauche et supervision d'un vaste groupe d'experts juridiques locaux et internationaux. Gestion des questions de conformité de programme, d'administration, de budget et de ressources humaines. Maintien des relations avec les donateurs et des contacts avec les autorités locales gouvernementales ;
- 2003-2004 : Conseiller juridique municipal, Mission d'administration provisoire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), Pristina (Kosovo) ;
- Coordination et fourniture de conseils dans différents domaines juridiques, notamment la législation municipale, loi fiscale et droit des contrats, ainsi que sur la réglementation et les directives administratives de la MINUK. Fourniture d'un appui en vue d'un projet de Règlement intérieur de l'Assemblée. Aide à la publication d'information sur les droits de propriété, l'emploi et les services ;
- 2002-2003 : Coordonnateur régional, Unité consultative pour la justice pénale, Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, Sarajevo ;
- Conduite d'un programme régional visant au renforcement des mécanismes de notifications et de procédures internes des institutions nationales du secteur de la justice, notamment les organes d'application de la loi, les procureurs et juges d'enquêtes. Encouragement à une coopération accrue et plus efficace entre les différentes institutions du secteur de la justice. Supervision d'une équipe formée de personnels locaux et internationaux ;

- 2000-2001 : Conseiller juridique, Bureau du conseiller juridique principal pour le représentant spécial du Secrétaire général, Administration provisoire des Nations Unies au Timor oriental, Dili ;
- Conduite d'un projet de textes et réglementations juridiques, et fourniture de conseils divers au représentant spécial pour des questions juridiques et administratives liées à l'administration transitoire ;
- 1999-2000 : Coordonnateur régional, Programme d'évaluation du système judiciaire, Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, Sarajevo ;
- Organisation du contrôle et de l'évaluation du système judiciaire en Bosnie-Herzégovine. Conduite de séminaires et d'ateliers de formation pour la magistrature sur différents aspects de la procédure judiciaire ;
- 1996-1998 : Conseiller juridique régional, Services-conseils, Division juridique, Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Bogota (Colombie) et New Delhi (Inde) ;
- Initiation à la mise en œuvre du Droit humanitaire dans les pays responsables d'Amérique latine, ainsi que dans les régions d'Asie et du Pacifique, en mettant l'accent sur la ratification des traités, sur la formation des fonctionnaires, des membres du gouvernement et des personnels militaires sur ces questions ;
- 1995-1996 : Chef de projet, Projet de renforcement de la démocratie, Agence américaine pour le développement international (USAID/PHRF), Port-au-Prince (Haïti) ;
- Chef d'un projet visant à améliorer le fonctionnement du parlement haïtien : structure fonctionnelle, personnel compétent et installations de recherche, capacité à rédiger des projets de loi et règles de procédure applicables. Direction d'une action d'information et de divulgation de l'information vers les sénateurs et les députés. Supervision d'une équipe d'agents administratifs et de membres de la profession, et coordination pour la mise en œuvre de certaines composantes techniques (parlementaires) du projet ;
- 1993 : OEA/Mission civile internationale des Nations Unies, Port-au-Prince (Haïti) ;
- Observateur, contrôle de l'application des Droits de l'homme à travers l'ensemble du pays, et préparation de rapports en cas de violations des Droits de l'homme. Liaison entre la mission d'observateur et les services judiciaires haïtiens.

**Langues**

Français, créole haïtien, anglais, serbo-croate, espagnol, italien et portugais.

## 11. Von Hebel, Herman (Pays-Bas)

(Original : anglais)

### Résumé de l'expérience professionnelle

Master en droit, Université de Groningue, Pays-Bas, 1987.

Néerlandais (langue maternelle), anglais (courant), français (bon niveau), allemand (bon niveau).

Plus de 20 ans d'expérience dans un environnement multilatéral, essentiellement dans le cadre des Nations Unies, soit en tant que représentant du gouvernement des Pays-Bas, soit en tant que fonctionnaire des Nations-Unies ou d'une organisation rattachée aux Nations Unies.

En particulier : participation au Comité spécial (1995), au Comité préparatoire (1996-1998), à la Conférence de Rome (1998) et à la Commission préparatoire (1999-2000) relativement à la création d'une Cour pénale internationale permanente ; membre du Bureau élargi et président du groupe de travail sur la définition des crimes de guerre à la Conférence de Rome, 1998 ; président du groupe de travail sur les éléments de crimes à la Commission préparatoire, 1999-2000.

Plus de 11 ans d'expérience dans trois différentes cours ou tribunaux internationaux ou hybrides : le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) (2001-2006), le tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL) (2006-2009) et le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) (depuis 2009) :

Plus de 5 ans d'expérience en tant que haut fonctionnaire juridique à la Seconde Chambre d'accusation du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Plus spécialement, entre autres : en matière de conseil juridique, supervision du personnel, coordination de l'étape préliminaire et développement d'une stratégie d'achèvement. En conséquence : compréhension approfondie du fonctionnement des Chambres et des conditions préalables requises pour garantir un fonctionnement des Chambres.

Plus de six ans d'expérience dans les fonctions de Greffier adjoint, de Greffier par intérim ou de Greffier au Tribunal spécial pour la Sierra Leone et au Tribunal spécial pour le Liban. Parmi les principales réalisations :

- Élaboration et actualisation de stratégie d'achèvement (TSSL) ;
- Élaboration d'un certain nombre de budgets (bi-annuels), en tenant compte des nécessités de réduction (TSSL) ou d'augmentation (TSL) ;
- Élaboration et mise en œuvre de stratégies de collectes de fonds, notamment pour le financement de projets de communication et de legs ;
- Implantation de bureaux séparés du Siège (TSSL : bureau de La Haye pour le procès Taylor ; TSL : bureau à Beyrouth), et mise en œuvre de mécanismes efficaces de coordination ;
- Création et consolidation de liens constructifs avec les pays d'accueil, Sierra Leone, Pays-Bas et Liban ;
- Développement et mise en œuvre d'une politique énergique concernant la presse et la communication, notamment par la création de deux sites internet ;
- Développement d'une politique et de projets de legs (TSSL) ;
- Conclusion d'un certain nombre d'accords sur l'exécution des peines avec des pays européens et le Rwanda (TSSL) ;
- Conclusion d'un certain nombre d'arrangements et d'accords concernant la protection des témoins ;
- Construction d'une salle d'audience (TSL) ; et
- Développement d'un vaste système de « procès sans papier » (TSL).

Publication de différents articles dans les domaines des Droits de l'homme, du droit pénal international, du fonctionnement des cours et tribunaux pénaux internationaux et de la création de la Cour pénale internationale.

## Curriculum vitae

### Informations personnelles

Nom de famille : von Hebel  
 Prénom : Herman  
 Date de naissance : le 22 novembre 1961  
 Lieu de naissance : Coevorden (Pays-Bas)  
 Nationalité : Néerlandaise  
 Sexe : Masculin  
 État civil : Marié, deux enfants.

### Formation universitaire et stages de formation

Université de Groningue (Pays-Bas), 1981-1987 (LL. M.) : Faculté de droit – droit constitutionnel, droit public international, Droits de l'homme, droit pénal ;

Divers stages de formation, de courte durée, chez différents employeurs, pour mon évolution personnelle et pour l'amélioration de mes capacités de gestion ; par exemple :

- Cours de langues ;
- Évaluation de rendement, discussions avec le personnel pour superviseurs, et
- Formation à la gestion pour le personnel des Nations Unies, niveau moyen / haut (P4-P5).

### Langues

Anglais	oral : courant	écrit : courant
Français	oral : bon	écrit : moyen
Allemand	oral : moyen	écrit : moyen
Néerlandais	oral : langue maternelle	écrit : langue maternelle

### Expérience professionnelle

Depuis juin 2009 : Tribunal spécial pour le Liban (TSL) ;

Greffier adjoint, Greffier par intérim, Greffier (niveau D2/SSG) ;

À ce titre, responsable à tous les niveaux du fonctionnement du Greffe, notamment (i) contacts avec le Comité de gestion (principaux donateurs du Tribunal fournissant un encadrement administratif), (ii) contacts avec la communauté diplomatique, en particulier dans le but de recueillir des fonds, et avec le Sièges des Nations Unies, (iii) contacts avec l'État d'accueil, (iv) administration et budget, (v) coordination avec d'autres personnalités du Tribunal (président, procureur et chef du Bureau de la défense), (vi) presse et communication, (vii) organisation de toutes les sections du Greffe impliquées dans un soutien aux activités judiciaires : détention, services linguistiques, administration et documents judiciaires, unité des victimes et des témoins, unité pour la participation des victimes, (viii) gestion et technologie de l'information et (ix) sécurité.

Depuis 2009, l'accent a été mis par le Greffe sur le développement et sur la mise en œuvre de structures et de procédures nouvelles pour le nouveau tribunal/Greffe. Au cours de cette période l'organisation est passé de moins de 100 fonctionnaires à plus de 350. L'accent a été mis, notamment sur :

- Élaboration de budgets annuels pour approbation par le Comité de gestion du Tribunal spécial pour le Liban ;
- Élaboration et réalisation d'une stratégie efficace de collecte de fonds afin de garantir un suivi des opérations du Tribunal spécial pour le Liban ;
- Construction d'une cour d'audience dans les locaux du Tribunal ;
- Développement de relations de travail efficaces avec l'État d'accueil ;
- Développement et réalisation d'une solide politique de presse et de communication, adaptée à la culture de la presse et de la politique du Liban, et développement d'un site internet du Tribunal spécial pour la Liban ;
- Développement d'un programme de traitement informatique légal pour toutes les activités judiciaires (« procès sans papier ») ;
- Mis en œuvre de systèmes de sécurité efficaces tant pour le Siège de La Haye que pour le Bureau du Tribunal spécial pour le Liban, à Beyrouth ;

Juillet 2006-juin 2009 : Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL) ;

Greffier adjoint, Greffier par intérim, Greffier (Niveau D2/SSG)

À ce titre, responsable à tous les niveaux du fonctionnement du Greffe, comme décrit ci-dessus.

Depuis 2006, les procès tenus par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone à Freetown ont peu à peu tiré à leur fin. Pour des raisons de sécurité, le procès de Charles Taylor, ancien président du Liberia, a dû être organisé à La Haye. Le Greffe a dû mettre en place des procédures efficaces pour servir d'appui aux activités judiciaires à La Haye, alors que dans le même temps il dirigeait le Tribunal spécial pour la Sierra Leone à Freetown engagé dans un processus terminal ;

Au cours de la période 2006-2009, l'accent a été mis, entre autres sur :

- Élaboration et réalisation d'une « stratégie d'achèvement » pour toutes les activités judiciaires ;
- Élaboration d'un budget d'achèvement, avec mises à jour bi-annuelles pour approbation par le Comité de gestion du Tribunal spécial pour la Sierra Leone ;
- Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de collecte de fonds ;
- Création d'un Bureau séparé du Tribunal spécial pour la Sierra Leone à La Haye pour servir d'appui au procès Taylor et à l'organisation d'une coordination efficace entre Freetown et La Haye ;
- Entretien de relations de travail efficaces avec l'État d'accueil, la Sierra Leone, et développement et entretien de ces relations avec les Pays-Bas ;
- Développement et mise en œuvre d'une politique de réduction d'effectif pour le personnel du Tribunal ;
- Détention des accusés et conclusion d'un accord d'application des peines avec le Rwanda et avec un certain nombre de pays en Europe ;
- Concernant les acquis grâce au Tribunal, organisation notamment, à Freetown, d'une conférence sur les apports consécutifs aux procès,

élaboration et collecte de fonds pour différents projets fondés sur ces acquis, et élaboration d'une politique « de legs » visant à développer un héritage durable, grâce à la Cour, en faveur d'un respect de la loi en Sierra Leone ;

Janvier 2001-juillet 2006 : Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) ;

Conseiller juridique principal de la Chambre de première instance II (niveau P5) ;

Au cours de l'année 2001, la Chambre II est passée d'une seule formation de jugement à trois formations de jugements. Au titre de conseiller juridique principal, ma tâche a essentiellement consisté, entre autres :

- À fournir des conseils juridiques concrets aux juges concernant des questions de droit pénal, de procédures criminelles, de droit pénal international et de droit public international ;
- À superviser les membres du personnel débutants ou confirmés ;
- À coordonner les activités de la Chambre pour le bon fonctionnement de 2 ou 3 trois procès, et jusqu'à 10 instruction préparatoires en parallèle, à n'importe moment ;
- À organiser, sous la supervision du juge de la mise en état, la gestion quotidienne des dossiers d'instruction préparatoire, et promouvoir une coopération efficace entre les parties ;
- À participer au développement, à la mise à jour et à la réalisation de la stratégie d'achèvement du Tribunal ;
- À faire la liaison avec les autres sections du Tribunal ;

Septembre 1991-décembre 2000 : Ministère des Affaires étrangères, Pays-Bas ;

Conseiller juridique adjoint, Conseiller juridique principal ;

En tant que Conseiller juridique adjoint ou principal, j'avais à charge, entre autres, de :

- Fournir des conseils juridiques au ministre, aux cadres supérieurs et aux services chargés de la politique générale auprès du ministre, et de même dans d'autres ministères ;
- De coordonner la mise en œuvre de nouveaux instruments juridiques internationaux dans le cadre de politiques et de législations nationales, et d'exprimer les positions nationales dans le cadre de discussions dans des forums intergouvernementaux (tels que le Conseil de l'Europe et les Nations Unies) ;
- De représenter le gouvernement des Pays-Bas devant certains organes judiciaires internationaux (Commission européenne et Cour européenne des Droits de l'homme, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Cour internationale de justice) et dans le cadre de forums internationaux (en particulier le Conseil de l'Europe et les Nations-Unies) ;

Au cours de cette période ayant approché les dix années, j'avais pour missions :

- D'agir au titre de mandataire devant la Commission européenne et la Cour européenne des Droits de l'homme pour des dossiers de violation présumé, par les Pays-Bas, de la Convention européenne des Droits de l'homme (1991-1997) ;
- De participer et d'agir en tant que (vice-) président de groupes d'experts au Conseil de l'Europe sur des affaires en rapport avec la protection des minorités (1992-1994) ou pour le développement de nouveaux protocoles à la Convention européenne des Droits de l'homme (1992-2000) ;

- D'agir en tant que membre de la délégation des Pays-Bas au Comité *ad hoc*, au Comité préparatoire, à la Conférence de Rome et à la Commission préparatoire concernant la création d'un Cour pénale internationale permanente (1995-2000). En outre, à la Conférence de Rome (1998), j'ai présidé un groupe de travail chargé de définir la notion de crime de guerre, et j'ai été membre du Bureau élargi de la Conférence. De 1999 à 2000, j'ai présidé un groupe de travail sur les éléments de crimes ;
- D'agir en tant que co-mandataire devant la Cour internationale de justice dans l'affaire de la légalité de l'utilisation de la force (Serbie et Monténégro contre les Pays-Bas) ;

Avril 1990-septembre 1991: Ministère de la Justice, Pays-Bas ;

Expert en législation

Au cours de cette période, ma mission essentielle, en tant qu'expert en législation a consisté : à fournir des conseils juridiques au ministre de la Justice sur des questions à l'ordre du jour au Cabinet des ministres ; j'ai participé à la préparation de la législation de plusieurs autres ministères, en particulier ceux des Affaires étrangères et des Finances, plus particulièrement en ce qui concerne la compatibilité des législations en préparation avec les obligations à l'égard de traités internationaux ;

Avril 1987-décembre 1989 : Université d'Utrecht ;

Chercheur en droit

En tant que chercheur en droit à l'Institut néerlandais des Droits de l'homme, j'ai contribué, par une information juridique, au manuel de P. van Dijk et F. van Hoof, *The European Convention in Theory and Practice*, et j'ai participé au développement de la base de données en matière de jurisprudence nationale liée à l'application de la Convention européenne sur les Droits de l'homme dans le système juridique nationale néerlandais.

#### Divers

- De 1988 à 1990 : président de la section néerlandaise de la Commission internationale des juristes ;
- Publication de divers articles dans le domaine des Droits de l'homme, du droit pénal international, du fonctionnement des cours et tribunaux pénaux internationaux, et de la création de la Cour pénale internationale ;
- Conférences dans diverses universités et institutions de l'enseignement supérieur, et participation en tant que juge à des concours de procès fictifs.